

## LES ALTERNATIVES RÉGIONALES POUR DÉVELOPPER L'EMPLOI

**C**ette proposition sera l'un des points à l'ordre du jour de la CNE de NANCY. Il s'agit d'une proposition importante dans le domaine de la lutte contre le chômage : développer l'emploi au niveau des régions, c'est Vivre et Travailler au pays.

Cette proposition n'a de chance d'aboutir qu'avec une mobilisation importante. En effet, la réponse du pouvoir et du patronat risque fort d'être un refus. Il s'agit pour eux d'alternatives non-rentables, c'est-à-dire entraînant un profit très limité. Pour nous, il s'agit d'une rentabilité humaine qui permettrait de diminuer le chômage et empêcherait la désertification de régions « sous-développées ».

Le troisième volet de la lutte pour l'emploi concerne les heures supplémentaires. Au moment où le chômage frappe un nombre important de travailleurs, « gonfler » la semaine de travail pour le plus grand profit des patrons, doit être refusé par tous.

La lutte pour l'emploi doit être menée dans l'entreprise, mais pas seulement dans l'entreprise. La bataille doit être interne et externe aux entreprises, car lorsque l'une d'entre elles ferme, cela intéresse les travailleurs de la boîte, mais aussi les femmes à qui on a refusé des emplois, les jeunes pour lesquels les perspectives d'avenir sont bouchées dans la ville ou la région, etc.

Mais l'emploi n'est pas notre seule préoccupation. Les dangers du nucléaire sont souvent ressentis par les travailleurs qui sont dans les centrales. Cela devrait permettre de globaliser les actions contre le tout nucléaire, à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises concernées.

Dans une situation qui se dégrade, le pouvoir d'achat des masses populaires doit être lié à toutes les luttes sociales pour la réduction de la hiérarchie salariale par des augmentations uniformes.

Les 27 et 28 octobre, pour la 7<sup>e</sup> fois, le secteur national Entreprise du P.S.U. se réunira à NANCY, en CONFÉRENCE NATIONALE ENTREPRISES.

Cette réunion a lieu dans un contexte difficile pour la classe ouvrière, dix-huit mois après l'échec électoral de la gauche. Les relations tendues entre organisations syndicales ne favorisent pas une remobilisation sociale ; la période de recul était, certes, inévitable après la désillusion électorale.

Aujourd'hui, il s'agit pour les militants du P.S.U. d'examiner comment il nous sera possible de peser pour créer les conditions permet-

tant de sensibiliser la classe ouvrière, afin que ne tarde pas trop la mobilisation anti-capitaliste.

**L'**emploi sera au centre de nos préoccupations. Dans les discussions qui ont précédé notre conférence, trois axes se dégagent qu'il nous faudra préciser par des propositions.

Tout d'abord, les 35 HEURES. Elles peuvent avoir une influence sérieuse pour la création de nouveaux emplois, à la condition que leur mise en application ne se fasse pas par paliers. Au cours des discussions entre organisations ouvrières et patronales, rien de sérieux dans ce sens ne se dégage. Le patronat semble prêt à diminuer le nombre d'heures de travail à condition de réduire aussi l'absentéisme et d'augmenter la productivité, condition nécessaire pour que l'opération ne lui coûte rien.

Or, c'est justement l'établissement des 35 heures, sans transition par des horaires intermédiaires, qui créerait un nombre d'emplois important. Il faut qu'un contrôle populaire soit réalisé entreprise par entreprise afin que les heures libérées donnent systématiquement naissance à de nouveaux emplois.

**T**out cela sera au centre de nos discussions de Nancy. La pratique de l'unité d'action des travailleurs et de leurs organisations syndicales est indispensable pour aboutir à une mobilisation populaire capable de faire reculer le pouvoir et le patronat. Notre option n'est pas que revendicative. Nous avons une vue globale de transformation de la société, proposant aux travailleurs de prendre leurs affaires en main en contrôlant la société à tous les niveaux pour aller vers l'autogestion socialiste.

Le P.S.U. veut être le parti dans lequel se reconnaissent de plus en plus de travailleuses et de travailleurs, français ou immigrés.

Chaque fédération doit faire l'effort d'envoyer une importante délégation de militants entreprises à notre conférence. Le parti doit s'exprimer globalement sur tous les problèmes de l'hexagone. Si toutes les luttes ont leur importance, celles qui concernent l'entreprise sont primordiales pour un parti socialiste et révolutionnaire qui ne peut être absent du premier lieu de l'exploitation capitaliste.

Sans mobilisation sociale, il n'y a pas de perspective de changement !

Pierrot REGNIER.



## **BROCANTE**

Ce n'est pas seulement une fête !  
C'est aussi et surtout un acte politique.  
Le P.S.U., qui ne sera pas financé par l'Etat, a besoin de ressources. C'est urgent. Beaucoup de fédérations et sections ont fait un effort magnifique pour recueillir toutes sortes d'objets parmi lesquels des occasions sensationnelles.  
A vous maintenant.  
On vous attend dimanche, à partir de 9 heures, au 72, avenue Félix-Faure, Paris 15<sup>e</sup> (métro Lourmel).

## LIP - COOPÉRATIVE

De décembre 1977, où la coopérative L.I.P. est créée, à juin-juillet 1979, où les premiers contacts sérieux s'engagent pour examiner le plan industriel pour la coopérative, plan déposé un an auparavant il en est passé du temps, il en a fallu des efforts (1) !

En juillet dernier, les contacts sont techniques ; les économistes du CIASI (2) épluchent le plan. Au départ, il comprenait les secteurs « Mécaniques », « Boîtes » et « Horlogerie ». Mais l'étude économique (comparaison avec ce qui se produit ailleurs, regard sur les évolutions les plus probables) va provoquer des modifications importantes au point que quatre versions successives du plan sont présentées en quelques semaines. Cela entraîne l'abandon quasi total du secteur « Boîtes » et la nécessité parallèle pour maintenir un nombre d'emplois important, d'accepter un marché d'armement malgré tous les problèmes moraux, idéologiques et politiques que cela soulève (3).

En août, le CIASI dépose ses conclusions sur la version finale du plan. Sur la base de ce rapport, un rencontre entre la CFDT, le directoire (4) de la coopérative L.I.P., les pouvoirs publics, se déroule au plus haut niveau vers la mi-septembre.

Le représentant du gouvernement s'y affirme prêt à aider au démarrage réel des coopératives, mais il pose trois questions précises, en fait des préalables à une décision ferme, qui sont :

— les effectifs : dans l'immédiat, il n'y a pas, d'après le plan, une affectation pour tous les travailleurs. Que comptez-vous faire de ceux qui n'ont pas cette affectation ?

— les retombées sur l'horlogerie : d'ici peu, vous allez rentrer à nouveau sur ce marché où la situation n'est pas rose pour les entreprises ; cela risque de poser des problèmes ;

— les locaux : l'usine de Palente est mal adaptée à ce que vous voulez faire au niveau où vous voulez le faire. Est-ce que vous envisagez une solution ailleurs qu'à Palente ?

Dès le lendemain de cet entretien, des équipes de réflexion se mettent au travail à Palente et élaborent des réponses argumentées et chiffrées :

Sur les locaux :

a) Palente reste le meilleur lieu aussi bien au niveau des coûts que par nécessité sociale ;

b) La proposition datant déjà de quelque temps de transférer L.I.P. dans une autre usine actuellement disponible à Besançon n'est pas viable : elle casse le projet d'ensemble en faisant éclater les relations, les connexions nécessaires à la réussite ;

c) Accepter la construction d'une usine nouvelle à quelques kilomètres de Palente n'est pas exclu. Mais, sans parler du coût qui n'est pas mince, il faudra prévoir une longue période de transition. Durant cette période, les coopératives resteront installées à Palente, et ce jusqu'à ce que la nouvelle usine soit construite suivant les projets des travailleurs.

Sur les retombées dans la profession horlogère :

Le redémarrage de L.I.P. ne peut pas déranger réellement au niveau économique, puisqu'elle occupera un créneau qui n'a jamais été fermé pour les LIPs.

La question sur les effectifs ouvre une discussion importante, il s'agit en fait :

● d'examiner, sans oublier l'analyse globale de la période une situation précise :

— le plan et les moyens que le pouvoir pourrait mettre en œuvre ne permettent pas l'emploi pour tous avant 12 à 18 mois ;

— le pouvoir ne peut aujourd'hui admettre une solution qui apparaîtrait comme une victoire importante des travailleurs ;

— mais tout déblocage, tout redémarrage passe par des décisions que ce pouvoir doit prendre.

● d'en tirer les conséquences sur la marche à suivre :

— ou bien envisager de s'engager dans la voie d'une certaine forme de compromis ;

— ou bien être en mesure d'établir un rapport de force économique et politique pour imposer nos solutions au pouvoir.

Le débat très dur, qui va se poursuivre du vendredi 29 septembre au mercredi 3 octobre, voit, au départ, l'affrontement de deux positions : l'une, dite texte A, s'oppose absolument à l'éventualité d'envisager tout reclassement ; l'autre, dite texte B, accepte un tel processus pour parvenir à terme, à une solution pour tous.

Au cours des discussions qui se tien-

nent en réunions de section syndicale, en réunions de commissions artisanales et d'ateliers en Assemblée Générale, un effort unitaire apparaît progressivement. Pourtant, au moment du vote, il reste toujours deux positions :

— une partie des camarades du « A » maintiennent intégralement leur position ;

— une autre partie s'associe aux camarades du « B » pour arriver à la position suivante : il faut s'engager dans une voie de discussion et mettre en place les structures et les moyens pour gérer et contrôler collectivement, par la lutte, les problèmes qui se posent dont celui des affectations à l'extérieur.

Finalement, la deuxième position est adoptée par 62 % des travailleurs.

Ce vote, qui risque de laisser des traces, ne marque pas une fin en lui-même. Il marque la volonté d'aboutir, sans renoncement. Il signifie, qu'en partant de la réalité même de la situation, il est nécessaire de faire aujourd'hui un pas en arrière pour arriver demain à en faire deux en avant (5).

Besançon, le 5-10-79

P. RUEFF

(1) Sans oublier en juin de cette année la création d'une deuxième coopérative, la coopérative C.A.P. : les Commissions Artisanales de Palente.

(2) Conseil Interministériel d'Aide au Secteur Industriel.

(3) Voir, à ce sujet, le dernier numéro de LIP-Unité (août 1979).

(4) Le directoire est la direction de la coopérative désignée par le Conseil de Surveillance dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale des Coopérateurs.

(5) Au moment où vous lirez ces lignes, la réponse gouvernementale sera certainement connue et permettra enfin que soit totalement clarifiée sa position.

## GUIGNOL : des cours de portugais au C.E.S. d'Étouvie

C'est avec un sourire jaune, mi-figue, mi-raisin, que nous accueillons les cours de portugais au C.E.S. Étouvie. Voilà plus de 5 ans que la population d'Étouvie demande des cours de Portugais et d'Arabe au C.E.S., comme langue vivante I et langue vivante II, au même titre que l'Anglais et l'Allemand (voir bulletin mensuel du P.S.U. - groupe Étouvie - de cette époque). Refus ou sourde-oreille. Et puis, tout à coup, voilà que non seulement il y a des cours de portugais, mais que Mme Eanes, Mme Giscard, le Recteur, et toute leur équipe, vont organiser tout un guignol pour l'inauguration de leur ouverture. Pendant 3 semaines, au C.E.S., ce sont des allées-et-venues incessantes de mâles en costume et cravate, et de grosses et reluisantes voitures. Que se passe-t-il ? Un personnel administratif en ébullition ? Le GRAND SECRET ! Par les femmes de service, qu'on oblige à cirer, les ensei-

gnants apprennent que l'Ambassadeur du Portugal viendrait. Par le « Courrier Picard » du lundi 8, ils apprennent que Mme Giscard va se pointer au C.E.S. Sur une circulaire du principal, ce même lundi 8, en salle des professeurs, ils lisent : « tenu impérativement au secret... etc... je vous convoque pour une A.G. ce soir à 17 h ». Et ce ne sera qu'à cette A.G., l'avant-veille du jour J, que les enseignants (bien peu nombreux) apprendront officiellement ce qui se passe. La déléguée du SGEN-CFDT, présente, fera part des remarques de la section ! Messieurs ! Dans la circulaire que les enseignants trouveront dans leur casier, tout est méticuleusement organisé pour que le groupe des « personnalités » et de leur « suite » (comprenez : de leur « cours »), soit continuellement isolé. On a l'impression, en lisant cette circulaire, que chaque individu n'est qu'une marionnette tirée par des ficelles. Le mardi 8, les ouvriers d'une entre-

prise de peinture viennent repeindre les trois salles de classe (103, 105, 107) qui seront utilisées. Une belle porte en bois sera remplacée en face de ces salles. Mais la salle 101 où le plafond tombe sera fermée soigneusement à clé. Les « préfa » (qui se trouvent sur l'ancien terrain de sport) seront protégés de tout regard indiscrets, par des barrières métalliques placées le mardi après-midi. En effet, ces préfas n'ont pas été nettoyés depuis plusieurs jours. C'est la même eau dans les vieux seaux en plastique (pour « laver » les tableaux). La craie est écrasée à terre. On y gèle le matin (10° à 8 heures). On ne peut pas tout faire, n'est-ce pas ? La marche du réfectoire étant trop haute, de peur que ces dames ne se cassent la gueule ou ne déchirent leur jupe, on a placé une marche supplémentaire ! Et avec quel argent paie-t-on les gâteaux, les boissons, les apéritifs très chers ? Ce n'est certes pas avec l'argent personnel du recteur, donc

c'est avec le nôtre ; nous payons des impôts ! Votez donc encore à droite, Français et Françaises ! Dans toutes les circulaires, dans toutes les allocations, Mme Giscard ne sera JAMAIS nommée, ce sera « la personnalité française ». Le mercredi 10, jour J, les cours sont supprimés, pour permettre « aux services spécialisés de sécurité » de pouvoir vérifier toutes les classes, tous les coins et recoins du C.E.S. Certains n'ont-ils pas, il y a quelque temps, réclamé à cor et à cri, des congés moins nombreux, des vacances plus courtes ? Ce mercredi 10, les « personnalités et leur suite » passeront devant la C.E.M.A. pour se rendre au C.E.S. On a sans doute prévu qu'à ce moment-là le feu qui se trouve près de l'entrée serait au vert ! Il serait prudent que la voiture officielle ne s'y arrête pas longtemps ! Les ouvriers de la C.E.M.A. sont en grève depuis longtemps. L'usine n'est pas loin du C.E.S.

### COMMUNIQUE COMMUN P.S. - P.S.U.

Une délégation du Parti Socialiste, conduite par François MITERAND et comprenant Pierre BEREGOVY, Véronique NEIERTZ, Claude GERMON, Annette CHEPY, Marie-Jo PONTILLON, Jacques BRAVO, Jean-Marcel BICHAT et une délégation du Parti Socialiste Unifié conduite par Huguette BOUCHARDEAU et comprenant Serge DEPAQUIST, Victor LEDUC, René SCHULBAUM, Gabriel GRANIER, Léo GOLDBERG, André FONTAINE, se sont rencontrées le jeudi 4 octobre au siège du Parti Socialiste.

Les deux délégations ont constaté l'aggravation de la situation des travailleurs du fait de la politique du Pouvoir et la recrudescence des attentats de caractère fascistes et raciste. Face à cette situation, elles ont considéré qu'il était indispensable de réaliser, en toutes circonstances, la plus large union des forces populaires.

Sur la question de l'unité, les deux délégations, ayant chacune leur analyse propre de l'union de

la Gauche, ont déploré le comportement de ceux qui bloquent actuellement les possibilités d'actions communes. Elles ont décidé, chacune en ce qui les concerne et d'un commun accord, lorsque les circonstances l'exigent, de favoriser toutes rencontres unitaires, à tous les niveaux, sur des objectifs précis.

Dans cet esprit, elles ont examiné un certain nombre de points qui feront en outre l'objet de décisions plus approfondies au niveau des responsables de chaque secteur : information, énergie, action municipale, lutte des femmes, expression des Partis politiques.

#### INFORMATION

Les deux délégations ont exposé leurs conceptions respectives, notamment en ce qui concerne la définition d'un véritable service public de l'information radio-télévisée ainsi que sur le problème des radios libres. Il a été convenu de favoriser les initiatives régionales ouvertes aux associations pour développer l'information libre et lutter contre la répression.

#### NUCLEAIRE

Le P.S. a précisé qu'il n'était

pas par principe contre le recours à l'énergie nucléaire, mais que celle-ci devait être maîtrisée : les conditions de son utilisation devront garantir la sécurité des travailleurs et de la population. Le P.S.U. a pour sa part précisé que son opposition à l'utilisation de l'énergie nucléaire n'était pas seulement fondée sur un souci de sécurité, mais bien plus fondamentalement sur les choix politiques et économiques nécessités par la mise en œuvre d'un autre type de développement et de société. Les deux partis soutiennent la pétition nationale condamnant le tout-nucléaire et demandant l'ouverture d'un véritable débat démocratique dans le pays. Ils rechercheront des formes nouvelles de mobilisation autour de cet appel.

#### ACTION MUNICIPALE

Il a été décidé qu'un échange réciproque d'informations s'établira au niveau des responsables en vue de régler les problèmes posés dans l'action municipale.

#### EXERCICE DE LA DEMOCRATIE

Les deux délégations se sont entretenues du problème de l'expression et de la représentation des

forces politiques minoritaires. Elles se sont, d'un commun accord, déclarées opposées au maintien de la barre des 5 % pour l'ensemble des consultations électorales ainsi qu'aux discriminations que cette règle entraîne sur le plan financier.

Elles ont demandé l'égalité dans l'accès aux moyens d'information.

En ce qui concerne le financement des partis politiques, les deux délégations demandent que le critère soit non le nombre des parlementaires, mais le nombre de suffrages obtenus aux élections.

Au sujet des élections présidentielles, le P.S.U. a demandé que l'accès à la candidature soit basé sur la collecte d'un nombre donné de signatures de citoyens, le P.S. réservant son opinion sur ce point.

D'autres problèmes : l'emploi, la défense de la sécurité sociale, le droit à l'I.G.V., les droits des immigrés, ont été évoqués, les deux partis étant favorables à des actions communes sur tous ces points.



## REFERENDUMS LOCAUX = DEMOCRATIE LOCALE DIRECTE

Pour approfondir le débat du bilan de 2 ans et demi de gestion municipale j'ai constaté que notre chartre municipale de 1977 paraît incomplète sur un point, « l'initiative référendaire ». Nous sommes pour le contrôle populaire sur la ville mais il nous manque un outil juridique pour que chaque travailleur puisse prendre en main son cadre de vie.

Profitons donc de la future réforme des collectivités locales (Rapport Guichard) pour informer les travailleurs du retour en arrière des projets de l'Etat, des partis de droite qui veulent ramener cette initiative à un référendum plébiscite décidé par le Conseil municipal et non, par les travailleurs eux-mêmes.

Le parti devrait profiter de cette actualité pour mettre en œuvre une campagne de sensibilisation (affiches, intervention dans les Conseils municipaux, etc...) ou droit à l'initiative référendaire dans les communes.

En Suède, en Suisse, en Italie, les travailleurs peuvent à tout moment intervenir sur le plan juridique pour modifier les lois et les règlements par l'intermédiaire de ces référendums (en partie, mais c'est un début).

Bien sûr cet outil peut servir à rassembler un courant large vers une lutte précise et donc comprise par tous et toutes.

Nous qui sommes pour que les travailleurs s'autogèrent dans leurs lieux de travail, dans la commune. L'initiative référendaire correspond à ce projet contre justement la démocratie bourgeoise faite de délégation de pouvoirs sans contrôle.

Nous pourrions militer autrement, non plus en manifestant un samedi après-midi dans la rue, mais sur un marché, sur le lieu de travail pour collecter des signatures qui nous permettraient de discuter directement avec les travailleurs et d'avoir des contacts beaucoup plus enrichissants.

Sur les murs en mai 68... on pouvait lire :

L'IMAGINATION AU POUVOIR

alors, passons aux actes.

Thierry LALLIER  
PARIS - 7<sup>e</sup> section.

rie comme en pratique. Je ne rentre pas dans les détails : se reporter à l'Utopie Réaliste et au Programme Autogestionnaire (VPTA).

### III. QUELLES ALLIANCES POUR LE P.S.U. ?

Compte tenu de cette spécificité du P.S.U., est-il possible pour nous (dans les conditions politiques actuelles) de conclure des alliances stratégiques avec l'un ou l'autre de ces courants ?

NON, puisque cela reviendrait à nous aligner sur les uns ou sur les autres, c'est-à-dire en fait à renoncer à ce qui est justement notre raison d'exister !

C'est ce qu'ont fait tout à fait logiquement Rocard et ses amis, en passant au P.S. : on connaît le résultat. Il serait le même, en sens inverse, si nous nous laissions tenter par un parti « radical » à l'italienne.

Voyons quand même ces deux hypothèses, puisqu'elles ont des partisans :

— l'Unité Populaire, telle qu'elle a été adoptée au Congrès de Saint-Etienne, c'est-à-dire une alliance privilégiée avec P.C. et P.S., était impossible à appliquer, non seulement à cause de leur conflit, mais parce qu'elle est par essence, en contradiction avec les objectifs du P.S.U. : la meilleure preuve en est que le B.P., qui voulait l'appliquer, a abouti exactement à l'inverse pour l'élection européenne (attaques contre « la bande des 4 », etc.) ;

— le Parti Radical à l'italienne ; comment regrouper des militants écolos, des femmes, des nationalistes, etc., s'ils ne veulent pas (là encore l'expérience de l'élection européenne est instructive !) ; d'ailleurs ces groupes ou organisations (?) mettent chacun en cause un seul aspect du système actuel.

Pour prendre un exemple que nous connaissons bien au P.S.U. Bretagne, comment intégrer à ce rassemblement hétéroclite l'U.D.B., qui se proclame productiviste et pour laquelle il n'existe pas de problèmes des femmes ?

Et surtout, ce parti n'aurait aucune base politique, surtout sur la question de la lutte des classes.

### IV. ORIENTATION DU P.S.U.

Cessons donc de vouloir à tout prix nous raccrocher à n'importe qui !

Nous avons un programme politique parfaitement clair : défendons-le en le faisant connaître. Mais évidemment il n'est pas question de nous retirer dans notre isolement, pour donner des leçons à tout le monde, en refusant toute alliance avec qui que ce soit.

Un accord stratégique n'est possible qu'avec des organisations qui partagent notre conception de l'autogestion (par exemple le M.A.N., que nous avons laissé de côté pendant nos magouilles électorales).

Pour le reste, il faut des alliances tactiques, sans sectarisme, mais dans la mesure où des actions sont possibles dans des domaines précis, sur lesquels nous n'avons pas à accepter de compromissions.

Contre la droite, il est normal de nous retrouver aux côtés du P.C. et du P.S., du moins s'il s'agit de luttes réelles et efficaces. Contre la nucléaire nous nous rapprocherons des écolos. Contre les appareils répressifs et idéologiques de l'état capitaliste, nous travaillerons avec les mouvements qui se consacreront à ces luttes, etc...

Notre rôle particulier sera de donner à ces luttes divergentes une liaison, et surtout sa véritable portée, c'est-à-dire celle d'un parti à la fois socialiste écologique et autogestionnaire. Voilà la raison d'être du P.S.U., et il ne semble pas, dans les circonstances actuelles qu'un autre parti soit capable de remplir ce rôle.

Selon la formule chère à notre camarade Edouard Depreux, si le P.S.U. n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Paul TREMINTIN  
(BREST)



## CONSERVER LE FOND CHANGER LA FORME

Le P.S.U. n'a pas encore vingt ans d'existence. Malgré ce très jeune âge, il est chargé d'histoire et son influence a déjà été très conséquente :

● par la force de propositions dont il a toujours fait preuve,

● l'insertion de ses militants dans les luttes sociales,

● ses nombreux acquis théoriques : Manifeste de Toulouse - Programme autogestionnaire - « Vivre - Travailler - Produire autrement » - Propositions économiques de l'Utopie réaliste, qui le rendent porteur d'un projet de société ainsi que d'une stratégie : le contrôle ouvrier et populaire.

Avec le départ de Rocard et de ses « cadres » il s'est aussi débarrassé du gros « bataillon » de ses sociaux démocrates et a opéré ainsi une essentielle clarification politique. Il semble encore toutefois que tout ne soit pas encore totalement réglé dans ce domaine. C'est dire que notre parti a apporté une contribution certaine au mouvement ouvrier depuis sa création. Il n'a pas failli. Loin s'en faut. Est-ce à dire que les interrogations, le pessimisme, les doutes de certains de ses militants sont justifiés et que, dans la situation politique présente, il n'a plus sa raison d'être ? Nous affirmons le contraire.

Si, demain, le P.S.U. n'existait plus il faudrait l'inventer.

Face au réformisme de la gauche traditionnelle : gestion sociale du capitalisme, expérimentation sociale, capitalisme d'état, socialisme bureaucratique... l'enjeu de la période est de proposer et de rendre crédible l'alternative révolutionnaire, le changement de société que représente le socialisme autogestionnaire. Cet objectif implique de travailler pour la montée des luttes, à créer une situation pré-révolutionnaire tout en assurant la constitution progressive de la nécessaire force politique correspondante, un vaste mouvement révolutionnaire pour l'autogestion socialiste. Il est de la responsabilité politique du P.S.U. de contribuer à cette construction. Il faut aussi assurer le débouché politique des mouvements sociaux. Comme l'écrit fort justement un camarade, il faut faire prendre la « mayonnaise autogestionnaire ». Aucune formation, actuellement, ne peut remplacer le parti dans ce rôle. Pour assumer cette responsabilité deux conditions apparaissent nécessaires.

### I - CONSERVER LE FOND

— s'affirmer, en théorie et en pratique, comme un parti politique inséré dans le mouvement ouvrier, la lutte des classes, et ayant vocation au pouvoir dans l'objectif de faire triompher le socialisme autogestionnaire

— affirmer, en théorie et en pratique, le caractère prioritairement anti-capitaliste du Parti

— réaffirmer, redéfinir et mettre en œuvre la stratégie du contrôle ouvrier et populaire

— donner priorité, en théorie et en pratique, aux luttes dans le champ entreprise. Ce sont en effet les rapports de production et les situations de travail qui façonnent les rapports sociaux. C'est à ce niveau et non ailleurs que peut se jouer un autre type de société. C'est pourquoi la seule « expérimentation sociale » hors production est une escroquerie

— intensifier la diffusion vers l'extérieur de notre projet de société. Poursuivre l'approfondissement de ce dernier à partir du manifeste, V.T.P.A., l'Utopie réaliste. Mettre au point un programme de transition. Assurer une solide formation aux militants. Création de centres régionaux de formation.

### II - CHANGER LA FORME

a) Interne - transformer le parti

Nous fonctionnons comme en 1960 sur le mode d'un parti traditionnel. Centralisme parisien, parlementarisme, base coupée du sommet et réciproquement. Or nous avons besoin d'un parti « attractif » par sa manière de concevoir et de vivre la politique et l'action militante. Nous devons aussi, autant que faire se peut, pratiquer la démocratie directe et nos principes autogestionnaires.

Commençons donc par nous dépoüssier et balayer devant notre porte. Cela signifie notamment :

● Modifier le fonctionnement des instances nationales. On ne peut plus avoir le National d'une part, les militants et le reste du parti d'autre part.

— le B.P. doit être réellement un exécutif des mandats qui lui sont confiés entre deux réunions de D.P.

— la D.P. ne peut plus être un parlement où se mène non seulement le jeu des tendances mais encore bien davantage celui des intrigues et des rivalités personnelles sans contrôle ni sanction des fédérations et des militants

— c'est aux sections et aux fédérations d'initier les débats politiques. Si sensibilités et tendances il y a, elles doivent remonter vers le national et non suivre le chemin inverse

— les membres de la D.P. sont élus et représentés par leur fédération. Ils préparent les points importants de l'ordre du jour des réunions de D.P. en direction politique fédérale. En cas de besoin les débats sont soumis aux sections. Les membres de la D.P. sont alors mandatés par leur fédération. Par ailleurs ils rendent compte de leurs interventions en D.P. aux militants de leur fédération

— les membres de la D.P. sont aussi contrôlés en permanence. Ils sont révocables en cas de non-respect des mandats qui leur sont confiés. Proposition d'application de ces principes aux membres, aux commissions nationales.

2) Décentraliser le parti. Renforcer au maximum les fédérations et les régions. Création de services et instances régionales chaque fois que possible. Ex. : centres de formation au niveau des régions.

3) Multiplier les formes d'adhésion et de collaboration avec le parti.

b) Externe :

— abandonner définitivement tout opportunisme ou suivisme vis-à-vis des partis de gauche et des mouvements sociaux

— abandonner en particulier une stratégie d'unité populaire qui consiste essentiellement à se retrouver à la remorque des partis de gauche, à vouloir jouer en vain les traits d'union ou réconcilier les frères ennemis.

Par contre :

— occuper le champ politique qui est le nôtre en affirmant l'autonomie du P.S.U., sa stratégie, son projet de société. Cette position offensive n'exclut nullement la recherche d'actions unitaires ni la collaboration avec d'autres. Elle oriente toutefois nos alliances, le type de campagnes que nous mènerons et proposerons à nos partenaires, les actions et les luttes auxquelles nous participerons

— trouver des articulations souples, voire des formes organisationnelles originales avec nos partenaires ; individus ou groupes : convergences autogestionnaires, mouvements sociaux de contestation, etc... tant pour l'action que pour la réflexion et l'avancée théorique. Pour cela nous avons à tirer des leçons de l'organisation et du fonctionnement du Parti radical italien. C'est à ce prix que nous pourrions tenir notre place, élargir notre audience, assumer la responsabilité historique qui nous revient.

Jean DENNEVILLE  
D.P.F. Yvelines



## POUR UN P.S.U. CONFEDERAL

Plusieurs raisons nous ont poussés à proposer une transformation des structures du P.S.U., transformations qui rejoignent celles proposées par de nombreux camarades d'autres régions.

— Un principe d'abord : le pouvoir de décision doit être le plus près possible de ceux qui agissent sur le terrain.

— Une volonté ensuite : lutter contre le centralisme du parti qui est presque semblable à celui de tous les autres partis, même si nous l'avons hérité d'un pays ultra jacobin. Cela correspond à notre volonté d'être différents, de promouvoir le droit à la différence, d'apparaître peut-être plus attractif pour toute une frange de la population. De toute façon, le centralisme n'a apporté dans aucun pays, de preuves réelles de sa capacité à donner le pouvoir aux travailleurs...

— Une constatation aussi : la D.P. actuelle représente très mal le parti. Elle le représente dans son entier sur la base de courants dans lesquels les militants ont du mal à se reconnaître totalement et auxquels ils refusent d'être assimilés une fois pour toutes. Mais la D.P. ne représente aucune structure de base (!). Toutes les pressions et les manipulations sont possibles dès lors que l'essentiel se passe au congrès et dans ses couloirs.

La D.P. doit donc être élue d'abord sur la base des régions (la fédération départementale semble trop petite pour avoir un délégué). Une assemblée régionale issue des sections désigne ses représentants qui sont responsables devant elle et révocables par elle (possibilité de suppléance). Elle décide des structures régionales. Les courants, tendances ou sensibilités peuvent s'exprimer dans les régions. La D.P. est chargée d'appliquer les grandes orientations politiques définies par les congrès et de coordonner les actions régionales. Elle désigne un certain nombre de commissions (presse, politique extérieure, etc...) et un Bureau Politique afin d'assurer les tâches quotidiennes et le travail du parti entre les réunions de la D.P. Les commissions et le B.P. doivent rendre compte de leurs actions devant la D.P. et sont révocables par elle dans des conditions à déterminer.

Fédé Moselle.

## REFLEXIONS D'UN CAMARADE

Comme les autres partis, qu'ils se réclament de la gauche traditionnelle ou de la droite, le P.S.U. connaît la maladie des « étiquettes ». Est-il admissible qu'en D.P., une proposition émanant d'un camarade appartenant à une région donnée soit automatiquement oerque comme une suggestion émanant du courant Y (ou A, B, C...), tout simplement parce que la fédération à laquelle il appartient a voté majoritairement pour ce courant lors du dernier congrès et que cette proposition soit ainsi fort mal reçue ? Ce sont, est-il nécessaire de le rappeler, des pratiques courantes au Parlement lorsque la gauche propose et que la droite repousse ! Belles pratiques que le P.S.U., Parti autogestionnaire et révolutionnaire (?) pérennise...

Un camarade.



## P.S.U. ET SI C'ETAIT POUR L'AN PROCHAIN

L'amendement suivant présenté par plusieurs camarades de la fédération du Rhône, traite de la période brève qui nous sépare des élections présidentielles.

Le texte « Bouchardeau, Mousel... » a paru intéressant à certains, par la compréhension des luttes nouvelles dont il témoigne. D'autres signataires de l'amendement (plus nombreux) ont voulu réaffirmer prioritairement la nécessité du contrôle ouvrier et de l'unité populaire, en votant le texte « Berger-Cimerman... ». Le texte « C » est réaliste sur nombre de points.

Aussi l'amendement « si c'était pour l'an prochain... » est-il présenté à tous les textes, sauf au texte « Boulogne-Essonne » dont la logique semble s'opposer à celle exprimée ci-dessous.

Le P.S.U. doit refuser la tentation, devant les difficultés de la période, de mettre entre parenthèses la question de la prise du pouvoir et de la transition vers le socialisme autogestionnaire, comme si cette question n'était plus à l'ordre du jour de la période actuelle.



tout cela, il n'a pratiquement pas été question. Billaudot, le rapporteur de cette commission, a essayé vainement de faire son rapport. On ne pouvait pas l'entendre puisqu'on s'occupait de politique !

Nous ne voulons pas esquiver le débat actuel, et puisqu'il faut se déterminer, nous le ferons en pensant que l'enjeu essentiel est le maintien du P.S.U. auquel une crise de majorité aujourd'hui nous semble malvenue et dérisoire.

Mais il nous semble que poser le problème de la D.P. permet d'enraciner ce débat dans la réalité militante du parti, de se rappeler que celui-ci existe au-delà de la rue Borromée.

Tant que les cessions de la D.P. seront proposées et animées par le B.P. lui-même, rien ne pourra évoluer. Sa position face à la D.P., son manque de disponibilité pour lui assurer et lui imposer au besoin des conditions de travail optimales sont certainement un des nœuds du problème de ce mauvais fonctionnement.

● La D.P. doit impérativement se donner des méthodes de travail strictes :

— privilégier le travail en commissions, sur dossiers fournis par les secteurs ou les fédés, et assurer leur suivi entre deux cessions ;

— veiller à ce que, impérativement, les membres de la D.P. soient tous partie prenante des commissions de travail selon une répartition correcte pour un fonctionnement efficace. Si un membre de la D.P. ne peut participer à un travail régulier, pour des raisons dont il est seul juge, dans un champ d'activité quelconque, si sa participation à cette instance se réduit à une prise de parole ou à la production épisodique de texte, il doit pouvoir être démissionné (s'il n'est démissionnaire), et remplacé. A fortiori, ceci est vrai de tout membre du B.P. ;

— se donner des ordres du jour suffisamment précis, s'appuyant sur les dossiers et travaux des commissions pour que le travail effectif du parti serve d'ancrage au débat.

● Pour que ce fonctionnement soit assuré, il faut un collectif permanent d'animation, distinct du B.P., choisi bien évidemment parmi les membres de la D.P. Certes, ce collectif serait une nouvelle instance de pouvoir, non négligeable ; son articulation avec le B.P. ne serait pas sans problème ; envisager celui-ci peut être intéressant pour le fonctionnement même de la D.P. et du B.P.

Mais, outre cet aspect politique de sa fonction, ce collectif ne devrait pas en ignorer l'aspect technique : permettre à une soixantaine de personnes, se réunissant deux jours tous les deux mois, de faire un travail efficace ne s'improvise pas ! Sans être fanatiques des techniques d'animation, un minimum de « métier » est indispensable, qui, comme toute pratique, peut s'acquérir.

Avec un outil plus cohérent avec nos projets politiques, nous pourrions enfin nous consacrer à ce qui est notre raison d'être dans le parti : nous avons des acquis, le programme de Toulouse, U.P.T.A., l'Utopie Réaliste... les ont exprimés. Nous nous y reconnaissons pratiquement tous. L'urgence est d'y revenir, de les exprimer avec ténacité, de les affiner, de les étendre. C'est pour cela que nous sommes au P.S.U., quels que soient nos tocs lors des congrès et conseils.

Nous souhaitons travailler avec des camarades qui seraient intéressés pas nos propositions, qu'ils soient ou non membres de la D.P. (nous ne le sommes d'ailleurs ni l'un ni l'autre !). Peut-être pourrions-nous faire quelque chose de plus élaboré à proposer au Conseil.

YVES BAROU  
(Secteur Entreprise)  
SUZANNE GOUEFFIC  
(attachée à la D.P.)  
pour le secteur « Femmes »

l'organisation politique ou idéologique. De plus, la classe dominante se compose souvent de plusieurs groupes spécialisés dans les différentes pratiques de reproduction et de domination sociale (économique, politique, idéologico-culturel, etc.). Si ces groupes dominants s'unissent dans l'exploitation des autres classes, ils s'opposent souvent pour s'assurer la prépondérance. Dans ce but, ils peuvent même s'unir aux classes exploitées (cas de l'Iran).

Un groupe dominant se caractérise par deux critères :

— la décision ; il doit, en dernière analyse, décider des grandes orientations et pouvoir contrôler leur application ;

— l'exploitation ; il tire un avantage économique de sa position, en accaparant un surplus matériel produit par les dominés.

Les classes dominées se définissent par l'exploitation qu'elles subissent et une participation quasi inexistante à la prise de décision. Elles ne se réduisent pas aux couches dominées des secteurs productifs. Un ouvrier professionnel n'est, le plus souvent, ni plus exploité, ni plus dominé qu'un instituteur. Si le second est plus perméable à l'idéologie dominante, le premier prend, par ce qu'il produit, par l'emploi qu'il défend, une part aussi active à la reproduction du système capitaliste (production d'armement, société de consommation, etc.).

A côté des classes proprement dominantes et dominées, un large champ est ouvert à l'existence de classes « moyennes », qui sont peu ou pas exploitées économiquement, tout en n'étant pas associées aux grandes décisions.

Cette division de la société en classes (classes dominantes, classes dominées, classes intermédiaires) se retrouve dans presque tous les modes de production, y compris le capitalisme naissant.

### Transformation des classes et couches sociales dans le capitalisme de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle

Dans les pays capitalistes industrialisés d'Europe du Nord, l'évolution des classes sociales depuis la Seconde Guerre mondiale se caractérise par :

— la montée, avec la mise en place de politiques keynesiennes et l'intervention accrue de l'Etat dans tous les pores de la société, d'un groupe dominant d'essence politique. Cette montée se confond souvent avec l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie. Le rapport des forces au sein des classes dominantes s'en est trouvé changé, le poids du groupe « politique » s'accroissant. Dans certains pays (Scandinavie et particulièrement la Suède), le groupe « politique » de la classe dominante est même devenu assez fort pour poser la question de son hégémonie sur les autres groupes dominants (cf. projet suédois de passage progressif des actions des grandes sociétés sous contrôle syndical) ;

— le déclin des anciennes classes moyennes correspondant à des activités largement précapitalistes (paysannerie traditionnelle, petits commerçants, artisans, etc.) et leur remplacement par une nouvelle classe moyenne de salariés (ingénieurs, techniciens supérieurs, cadres moyens administratifs, chercheurs, fonctionnaires d'échelons intermédiaires, professeurs, etc.) ;

— une recomposition à l'intérieur des classes exploitées : la part des ouvriers a tendu à stagner (puis, depuis quelques années, à diminuer) au bénéfice du prolétariat tertiaire. La restructuration capitaliste, diminuant la part dans l'économie des industries traditionnelles de main-d'œuvre, approfondira cette évolution alors que la mise en place des nouvelles techniques de télématique modifiera elle-même la composition du prolétariat tertiaire.

Par rapport à l'Europe du Nord, l'évolution française présente une particularité. L'absence d'expérience social-démocrate a maintenu la classe politique dans une forte dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie industrielle et financière. Cependant, la montée des classes moyennes salariées et les changements internes aux classes exploitées ont été les mêmes qu'en Europe du Nord.

Ces modifications ne recouvrent pas l'avènement d'un nouveau mode de production « compétent ». Elles permettent cependant de caractériser le projet rocardien comme une forme moderne, adaptée aux changements sociaux, de social-démocratie. Ce projet s'adresse plus particulièrement aux nouvelles classes moyennes et au prolétariat tertiaire, plus intéressés par la participation aux décisions et les améliorations qualitatives. Il se donne pour but l'alliance entre un groupe politique dominant s'appuyant électoralement sur ces classes et la bourgeoisie multinationale. Aux uns, l'organisation sociale de l'espace national ; aux autres, le pouvoir sur les activités productives. Il faut d'ailleurs remarquer que si le poids du groupe politique devenait prépondérant dans la classe dominante, on s'acheminerait, non pas vers un pseudo-mode de production compétent, mais vers une économie de type étatique (modèle Europe de l'Est, avec une plus grande décentralisation), malgré les différences importantes d'organisation politique.

### Quelle conclusion pour le P.S.U. ?

Une remarque préalable : une analyse des classes sociales basée sur la place qu'occupent les individus dans les lieux de travail (production matérielle, éducation, appareils administratifs, etc.) occulte un nombre important de dominations spécifiques qui ont tout leur poids dans la reproduction sociale du capitalisme (oppression des femmes, normalisation des « minorités » nationales, minorités sexuelles, normalisation de

la jeunesse, etc.). En ce sens, une analyse basée sur le travail reconnu socialement n'épuise aucunement l'ensemble des dominations auxquelles s'oppose le projet autogestionnaire. Elle nous permet cependant de définir quelques priorités :

— 1°) L'unité populaire doit pouvoir sceller une alliance durable (bien qu'à chaque moment recomposée) entre les classes dominées/exploitées et une partie des classes moyennes.

— 2°) Dire que cette alliance doit se faire « sous la domination des exploités (ou exécutants) » n'a aucun sens si l'on ne définit pas les moyens de cette domination. En fait, c'est le projet de société autogestionnaire et les formes de transition adoptées qui garantissent qu'une nouvelle couche dominante ne se formera pas. C'est pourquoi la notion de contrôle est au centre même de la pratique autogestionnaire. Un souhait : que le P.S.U., par un large débat, puisse définir ce que serait l'organisation sociale de l'autogestion (en termes marxistes ; le mode de production autogestionnaire), ce qui n'est encore actuellement qu'à l'état d'abauche.

— 3°) Le P.S.U. se doit de s'adresser prioritairement aux classes dominées/exploitées. Les thèmes autogestionnaires sont aujourd'hui mieux ressentis dans le prolétariat tertiaire (services, transports, poste et télécom, E.D.F., etc.), moins touché par les propagandes social-démocrates et néostalinienne. C'est vers ceux-là que nous pourrions engager un effort particulier (il s'agit d'un cadre global, les situations régionales ou locales pouvant permettre de s'implanter plus facilement dans le prolétariat traditionnel).

— 4°) Le projet autogestionnaire du P.S.U. se place résolument dans le champ de la lutte des classes et dans le mouvement ouvrier. De ce point de vue, toute tentative de regroupement des mouvements sociaux de contestation sans véritable ligne politique doit être rejetée. Tout ce qui bouge n'est pas rouge !

J. KER

\*\*\*\*\*

## POUR QUELLE ORGANISATION POLITIQUE ŒUVRONS-NOUS ?

### Constat de la situation

Les travailleurs et les travailleuses, les personnes âgées et les handicapés, etc. sont une nouvelle ofis frappés par des mesures d'austérité décidées par le gouvernement et le patronat (augmentation des denrées alimentaires, du loyer, des cotisations de la Sécurité Sociale, des transports, de l'EDF-GDF, de l'essence et du fuel, etc.). Ces mesures vont porter atteinte au pouvoir d'achat des salariés et de leur famille.

Ces nouvelles mesures vont amplifier les difficultés rencontrées par l'ensemble de la classe ouvrière qui a déjà à affronter les problèmes de l'emploi, la répression patronale dans les entreprises, les atteintes aux libertés, les conditions de travail et de vie de plus en plus dégradantes, ainsi que tous les problèmes du cadre de vie, logement, transport, santé, enseignement, pollution, etc.

Les travailleurs sont les plus durement touchés par ces difficultés et le débat parlementaire sur les I.V.G., les campagnes menées par le patronat, le gouvernement et l'Eglise pour le retour progressif de la femme au foyer risquent, si l'on n'y prend garde, de mettre à nouveau les femmes dans une situation de dépendance vis à vis des hommes, tout au moins pour celles qui avaient acquis leur indépendance économique. Elles sont déjà considérées comme une main-d'œuvre maléale que l'on emploie en fonction de l'offre de l'emploi et cette situation risque de s'amplifier encore, les mettant encore plus en condition d'être inférieurs tout juste bons à accomplir leur devoir d'épouses et de mères et de répondre aux besoins démographiques de l'Etat.

Les travailleurs immigrés, après avoir pendant un temps participé à l'expansion économique du pays, à la réalisation des profits pour le capitalisme, sont à présent priés de retourner dans leur pays d'origine. Des dispositions pour accélérer ce processus de retour ont été prises par le gouvernement, il s'agit des mesures d'expulsion, d'intimidation et dans certains cas de matraquage par les forces de l'ordre.

Les jeunes du département sont aussi durement touchés par le chômage : combien seront-ils encore cette année ceux et celles qui en sortant du lycée, du C.E.S., de la fac, vont se retrouver sur le banc des sans-emploi ou encore sous contrat emploi-formation rebaptisé 3<sup>e</sup> Pacte national pour l'emploi qui permet au patronat d'embaucher et de licencier quand bon lui semble.

Et ceux qui sont encore à l'école, c'est la rentrée qui va encore coûter cher, ce sont les classes surchargées, le manque d'enseignants surtout en Seine-Saint-Denis, les cours inintéressants, les L.E.P. bradés au patronat.

Face à cette situation, qui frappe de plein fouet l'ensemble de la classe ouvrière, les organisations syndicales et politiques traditionnelles de gauche sont dans l'incapacité totale de mobiliser les travailleurs et la population pour organiser la riposte :

— divergences au niveau de l'analyse de la situation, des revendications et des formes d'action ;

— division des organisations syndicales et politiques ;

— recentrage de la C.F.D.T., virage à droite du P.S. ;

— sectarisme de la C.G.T. et du P.C. ;

— etc...

Toutes ces divergences, et nouvelles orientations ont des conséquences néfastes sur la mobilisation. Elles pousseraient la classe ouvrière à une défiance envers les organisations du mouvement ouvrier.

Ce manque de perspective et d'alternative politique met les travailleurs et les travailleuses dans une situation d'attentisme, situation dont profite la bourgeoisie pour porter des coups plus durs à la classe ouvrière.

### LES OBJECTIFS

Devant ce vide, d'alternatives, d'incapacité de mise à l'action, le P.S.U. a un rôle important à jouer. Il a la responsabilité d'informer, de sensibiliser l'ensemble de la classe ouvrière sur les problèmes économiques et politiques du moment, et sur les conséquences néfastes qui en découleront pour elle.

Le P.S.U., organisation luttant pour le socialisme autogestionnaire, doit expliquer aux travailleurs et aux travailleuses que la société actuelle n'est pas faite pour eux mais pour la bourgeoisie, qui pour préserver et améliorer ses privilèges exploite et aliène dans ce système la classe ouvrière. Par le socialisme autogestionnaire, s'appuyant sur une vie plus égalitaire, plus démocratique, et sur un autre modèle de consommation, il est possible de vivre, travailler, consommer autrement. Ce nouveau modèle de société ne pourra se construire que si la classe ouvrière se met à l'action pour imposer ce changement de système, et c'est là que le P.S.U. a à faire des propositions d'objectifs et de lutte pour vivre autrement.

Si le P.S.U. veut être une organisation politique réellement intégrée dans le mouvement ouvrier, il doit prendre en charge les problèmes qui touchent au plus près des travailleurs et les travailleuses. Il doit être une force de propositions et d'action y compris dans les entreprises. Il doit être présent où se mènent actuellement les quelques rares luttes. Ceci ne veut pas dire qu'il faut abandonner les luttes sur le nucléaire, l'armée, etc. mais il nous faut être au plus près des préoccupations concrètes des travailleurs et des travailleuses si l'on veut être crédible. Il nous faut faire connaître dans un langage clair ce que nous voulons.

Il nous faut intervenir là où sont les travailleurs et les travailleuses, c'est-à-dire dans les entreprises, les cités administratives, et être présent dans les quartiers pour lutter contre les expulsions, contre les hausses de loyer et aussi intervenir sur les problèmes du nucléaire, des droits des femmes, etc. A l'inverse de certaines organisations nous devons refuser la limitation du champ d'intervention du syndical et du politique. Il nous faut être plus tenace dans nos propositions d'action unitaire avec les syndicats et les partis politiques de gauche, et nous devons faire connaître aux travailleurs, aux travailleuses, nos propositions, et les réponses qui nous ont été données afin qu'ils jugent qu'elles sont les organisations les plus combattives et les plus soucieuses de leurs aspirations.

Il n'est pas question pour le P.S.U. de lutter pour la classe ouvrière, nous ne sommes pas l'avant-garde éclairée du mouvement ouvrier. Nous devons être un outil de réflexion et d'action à la disposition des travailleurs et travailleuses, cohérent dans notre pratique avec nos perspectives autogestionnaires. Nous devons partout développer notre idée de vie plus démocratique, dans les quartiers par la mise en place de comités de quartier qui débattront de la vie collective, de la consommation des équipements collectifs, de l'implantation de nouvelles entreprises. Sur le lieu de travail, nous devons relancer l'idée du contrôle ouvrier sur les conditions de travail, la gestion des entreprises et favoriser l'autogestion des luttes par la mise en place d'assemblée générale, de comité de grève rassemblant les travailleurs et travailleuses syndiqués ou pas, sans pour autant remettre en cause le rôle et la responsabilité des organisations syndicales. C'est en permettant aux travailleurs et travailleuses de s'organiser dans la lutte, le seul moyen à ce qu'ils ou qu'elles se mettent en situation de responsables, et de leur donner ainsi les moyens de prendre et contrôler le pouvoir à tous les niveaux de notre vie.

C'est aussi le moyen pour le P.S.U. de se sortir de l'anonymat et d'être crédible vis à vis de la classe ouvrière et de devenir vraiment une organisation de masse, rassemblant non seulement une majorité d'intellectuels, mais aussi ceux et celles qui sont à la production et qui veulent lutter pour vivre autrement, et autrement que nous le proposons le P.C. et le P.S.

### LES MOYENS

Pour aboutir à ces objectifs, si c'est le choix que nous faisons, il faut que nous revoyons le fonctionnement de notre organisation.

Si nous voulons être au plus près des réalités vécues par les travailleurs et les travailleuses, il faut déjà que ceux-ci trouvent leur place dans l'organisation en leur proposant l'adhésion au parti. Un travail de réflexion dans le parti sur son développement et les moyens à mettre en œuvre serait à engager. Il faut développer les commissions départementales et nationales intervenant sur les Secteurs Entreprises, Femmes, Immigrés, et Cadre de vie, en fixant des priorités de travail pour ces commissions et en sollicitant les sections locales à ce qu'elles reprennent à leur niveau le travail réalisé par ces commissions.

Le fonctionnement de l'organisation doit être plus démocratique, ne pas attendre le dernier moment pour envoyer aux militants et militantes, aux adhérents et adhérentes

\*\*\*\*\*

## QUELQUES ELEMENTS POUR L'ANALYSE DES CLASSES SOCIALES DU CAPITALISME AUJOURD'HUI

La tentative d'une analyse des transformations des classes sociales dans le capitalisme de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle est à mettre à l'actif du courant C. La définition d'un corps théorique rigide, mécaniste et simplificateur est à son passif. Depuis le temps que cette question est posée au sein du P.S.U., il serait nécessaire qu'un large débat aboutisse enfin à une position plus claire (sans être pour autant figée). Cela nous aiderait sans doute à répondre à une interrogation qui sera au centre des débats au Havre : A qui le P.S.U. doit-il s'adresser ?

### Remarques préalables sur la méthode d'analyse

L'évolution du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale montre que la place dans l'organisation productive des biens matériels ne peut pas être prise comme seul critère de la division de la société en classes antagoniques. Si un tel critère permettait une bonne analyse du capitalisme à ses débuts, il s'avère tout à fait insuffisant dans l'étude des sociétés étatiques (U.R.S.S., l'étude des sociétés étatiques de l'évolution du Chine, Pays de l'Est) et de la classe dominante capitaliste. En particulier, une classe dominante peut être d'essence politique (société étatique) ou idéologique (l'Iran actuel). Il est bien entendu nécessaire qu'une classe dominante puisse contrôler l'organisation économique, mais il en va de même pour



les textes qui sont discutés en assemblées générales, en conseil ou en congrès. Il faut développer l'information, chaque membre du Parti doit être informé des dernières décisions de la D.P.F., de la D.P.N. Le problème de l'information pose inévitablement le problème du financement, mais si l'organisation se développe en nombre d'adhérents, elle se développera dans le même temps en moyens financiers.

On ne peut pas seulement aborder le problème du fonctionnement du parti qu'au plan national ou fédéral. L'état actuel du P.S.U., s'il est avant tout le résultat de son orientation politique, c'est aussi le reflet de l'état de ses sections locales et nous avons tous à en tirer les conclusions. Il n'y a pas de solutions miracles, mais c'est à chacun, chacune, là où nous sommes à rechercher collectivement les moyens pour y faire face et incriminer telle ou telle personne sans prendre notre part de responsabilité est une attitude négative qui ne servirait en rien au développement et au bon fonctionnement du parti. Il faut que la D.P.N., les D.P.F. donnent aux sections locales, si c'est la volonté de l'organisation, les moyens pour engager le débat sur ces derniers points.

Section Bondy - 93



## EXISTER, ETRE SOI, SE CONNAITRE

Il faut répondre à ces trois impératifs, formulés par des morts célèbres, si nous voulons conserver la possibilité d'agir, ménager l'avenir du P.S.U., élargir son insertion. Alors qu'ils semblent aller de soi, ils sont rappelés, à la veille du Conseil national, à la suite de trois déclarations entendues lors de la dernière assemblée de la Direction politique.

● Pour rassurer ceux qui s'inquiètent de la diminution du nombre de nos adhérents un membre du secrétariat national, et non des moindres, a lu une lettre de militants formulant la même inquiétude en l'an... 1963. L'effet de séance a été réussi. Ce qu'oubliait notre secrétaire, c'est qu'à cette époque, le champ politique occupé par le parti socialiste depuis un demi-siècle était vide : un an plus tard, en effet, le candidat socialiste, appuyé par l'auréole de Mendès-France, réunissait à peine 5 % des suffrages aux élections présidentielles. Les vaines batailles, au nom des « affinités électives » de chacun, à l'intérieur du P.S.U., ont alors laissé dix ans au P.S. pour réoccuper le terrain. Au soir du 19 mars 1978, la situation politique présentait beaucoup d'analogies avec les lendemains de la guerre d'Algérie, nous avions des possibilités du même ordre ; nous avons recommencé les mêmes erreurs et l'autocritique 18 mois après se réduit à un bon mot.

● Dans les couloirs, au milieu d'un petit groupe, un des brillants auteurs de l'« Utopie réaliste » déclare au sujet de la logique économique proposée dans cet ouvrage : « Le P.C.F. et le P.S. n'en veulent pas ; sans eux, rien n'est possible ». S'il en est ainsi que nous reste-t-il à faire, sinon rentrer chez nous ou adhérer à ces partis ?

● En assemblée plénière, dès l'ouverture du débat sur les présidentielles, préalablement à toute discussion sur le fonds, a surgi la traditionnelle proposition : « au second tour, le P.S.U. appellera à voter pour le candidat de gauche ». Pourquoi donc le P.C.F., le P.S., le M.R.G. se précipiteraient-ils de nous, de notre projet, de nos discours ou de notre action ? C'est sans doute ce qu'on appelle l'unité, baptisée populaire.

**Etre soi**, c'est réaffirmer notre projet et en rendre perceptibles, sensibles à chacun les implications qu'il porte pour eux. La droite travaille à intégrer la France dans le nouvel ordre économique international ; Giscard dirige un gouvernement des apparences et les marchands font la politique. Le P.S. se situe dans les mêmes eaux, avec des nuances. Le P.C.F. continue à travailler sous l'angle de l'éternité. Les léninistes d'extrême gauche, séparés des communistes par un deuil familial cruel et un sentiment de frustration, ne font qu'en caricaturer les méthodes. La petite bourgeoisie, habillée en vert, fait semblant de croire que l'écologie est indépendante de la politique, redécouvre des batailles que le P.S.U. menait déjà il y a dix ans et plus. Etre soi, ce n'est pas choisir entre eux, aller de porte en porte comme nous le faisons.

**Exister**, c'est avoir une force militante et matérielle suffisante pour être entendus ; c'est nouer des alliances dans le pays et de par le monde avec ceux qui ont un projet semblable au nôtre. Nous avons un projet alternatif qui a toutes les chances de s'imposer un jour. Notre existence ne passe donc pas, comme on l'a sans cesse répété depuis Amiens (ponr ne pas remonter plus haut), par des alliances, des négociations tous azymuts comme nous l'avons fait sans cesse : intégration de fait à l'Union de la gauche qui n'avait d'union que le nom ; confrontation - débat - cousinage avec Rocard à la suite d'une seule phrase de ce dernier dont l'entreprise était vouée à l'échec certain ; entreprise maintenant, menée par un loustic s'appuyant sur les frustrés de la gauche et les naïfs du P.S.U. ; la fuite en avant des Européennes où la masse des abstentions et des nuls confirmait, qu'on le veuille ou non, la colère, le vide de mars 1978. Etre soi, c'est donner un contenu clair à notre identité et n'accepter d'alliance, les rechercher, que sur nos propres bases, toutes les autres contribuant à notre dispari-

tion. Qu'on ne s'y trompe pas : l'agrégat des seize et des quatorze qui, à la dernière D.P., a reconstitué la majorité de Saint-Etienne n'est pas simplement tactique, c'est un choix, une conviction souvent exprimée au B.P. Il y a un tronc commun dans l'éventail des « compromissions » acceptées, seule l'étendue diffère. Ce qu'un membre de la D.P. a très justement appelé la « dissidence » est exclu. Faut-il rappeler encore une fois que ceci n'exclut pas les actions en commun ?

**Se connaître** touche au fonctionnement. A tout moment, nous devrions savoir de chaque militant sa compétence technique, ses possibilités d'accès à l'information de toute nature, son insertion professionnelle, syndicale, sociale, politique (élus) ; n'avoir pas à demander tout à chacun. C'est le seul moyen de totaliser l'apport de chacun pour une action cohérente, rapide, efficace et ne pas toujours arriver après les autres.

Ces préalables posés, au conseil national, il devrait être possible de définir clairement l'avenir et l'insertion du P.S.U. au travers de deux dossiers qui recouvrent tous les autres : les inégalités sociales et la stratégie internationale.

**Les inégalités sociales** procèdent des revenus primaires et de leur formation, de la fiscalité, de la Sécurité sociale (dénaturée) et des facteurs socio-culturels qui découlent des précédentes et facilitent leur reproduction. Le P.C. ne s'engage pas à fond pour ne se couper de personne ; le P.S. s'en accommode fort bien ; la droite classique ironise sur l'égalitarisme ; la nouvelle droite découvre les bases biologiques des inégalités cependant que la droite dure, un peu partout accède au Pouvoir. Le tout fait que les plus démunis tendent à intégrer la croyance que l'inégalité serait l'ordre naturel de la société. N'oublions pas que les crises frappent toujours les plus faibles ; d'où l'urgence de cette lutte.

**La politique internationale.** La mise en ordre d'un nouvel ordre économique international implique la division du travail entre les pays industrialisés dont nous vivons les dernières retombées. Il tend, il exige l'intégration des pays en développement ou sous-développés pour conserver aux pays riches l'accès aux matières premières et élargir leurs débouchés.

La convention de Lomé, la C.N.U.C.E.D. de Manille, la C.N.U.S.T.E.D. de Vienne, le sommet de la Havane ont mis ces mutations au premier plan de la vie planétaire en 1979. On dirait que tout cela est étranger au P.S.U. Ces relations économiques conflictuelles entre les deux blocs sont doublées par le conflit de puissance, d'idéologie ; est-il prématuré de parler du militaire, d'un conflit possible et qui existe déjà par tiers interposés ? La réciprocité terreur atomique est-elle une garantie de paix suffisante ?

Si nous nous donnons des méthodes de travail efficaces au Havre pour traiter ces deux dossiers, même en cas de désaccord partiel sur les préalables, nous y retrouverons tous les problèmes que nous traitons au quotidien, au hasard de l'actualité, en désordre, sans lien et généralement trop tard. Tous les sous-systèmes d'inégalité, d'injustice passent par des choix clairs sur ces grands dossiers.

A partir de là, il serait facile de préparer les moyens de notre intervention :

- dégager les objectifs immédiats donnant un sens concret à notre politique ;
- définir les couches de population auxquelles nous nous adressons en priorité (ce qui n'interdit pas une analyse approfondie de l'évolution sociologique) ;
- nous donner des moyens de fonctionnement, de liaison, d'information efficaces et à la mesure de nos moyens du moment ;
- créer ou recréer patiemment un réseau de liaisons internationales avec les groupes ou les individus qui font les mêmes choix que nous. Ne pas s'en tenir aux invitations du Colonel Khadafi ;
- en finir avec la confusion entre l'excitateur et la Direction politique.

Les erreurs d'un passé récent ou ancien sont à mettre au compte des deux instances. Les erreurs de l'une relèvent souvent de l'indécision de l'autre.

Diverses propositions allant dans ce sens ont été faites à la Conférence de Nanterre et à Saint-Etienne. A défaut de les retenir, il est à craindre que le P.S.U. ne se réduise à des groupes de militants dispersés, agissant sans aucune coordination, donc sans aucun poids politique ; le sigle P.S.U. devenant une simple raison sociale pour ceux qu'un certain jeu politicien, de plus en plus étranger aux réalités, intéresse encore.

G. GRANIER  
BAGNEUX  
membre du B.P.



## LE P.S.U., UN SOUVENIR ?

Quand on discute avec la majorité des gens, et qu'on prononce le mot P.S.U., il y a des chances qu'on entende répondre : « connais pas » ou bien : « le P.S.U., ah ! oui c'est Rocard, le P.S. » ou bien : « ah ! oui, LIP, 68... J'ai toujours été P.S.U. de cœur... » ou, encore mieux on nous parle de la guerre d'Algérie. Mais rares sont ceux qui nous connaissent pour ce qu'on fait aujourd'hui. Bref, notre parti n'apparaît comme une référence pour personne. Il serait temps de sortir des opportunités et de

nous doter d'une stratégie qui nous permette de proposer une alternative anticapitaliste, de savoir ce qu'on veut (l'Europe douce...?), et avec qui. Seulement, voilà la situation n'est pas facile, et si dans le « Courrier du P.S.U. » de Juin, les critiques et les justifications fusent, les propositions, elles, sont rares.

Nous sommes d'accord avec ceux qui disent « que l'axe fondamental de la transformation de la société, c'est les travailleurs ». Le tout est donc qu'avec ces travailleurs (qui nous sont aujourd'hui indifférents), on puisse prendre nos affaires en main.

Partant de là, il nous faut des propositions, et mener des actions. Nous sommes assez d'accord avec la proposition de la Fédé de l'Essonne « un plans d'urgence pour sortir de la crise » ; disons plutôt « un plan d'urgence pour se défendre contre le capital, son état, ses institutions ».

Ce plan d'urgence devrait comprendre des objectifs revendicatifs unifiants tels les 35 h ; le revenu social minimum garanti ; l'arrêt du nucléaire ; étendre nos droits et nos libertés.

La poursuite de ces objectifs suppose une action d'explication dans les organisations syndicales, les « mouvements », ainsi que des actions propres du parti, pour montrer que lutter c'est possible, relancer la mobilisation, le débat, soutenir la gauche syndicale afin de renverser la vapeur.

**Il nous faut donc les moyens de discuter d'agir avec et dans ces organisations.**

**Pour cela, renforcer nos secteurs, nos sections d'entreprise et de quartier.**

Ce plan d'urgence pourrait donc donner lieu à « une » « des » campagnes.

Mais une campagne, ça devra ressembler à autre chose que de coller des affiches pendant 3 mois ou 6 mois. Ça devra être le moyen de renforcer le parti de faire avancer les idées du P.S.U., de faire participer une large partie de la population, notamment les jeunes qui restent spectateurs, actuellement.

On pourrait lancer des actions type grève du zèle contre le nucléaire. Le patronat refuse les 35 h ; pourquoi ne pas lancer dans les usines, les administrations, le mot d'ordre de baisser les cadences pour arriver à une production équivalente à 35 h ou à moins, en 40 h ou plus de présence.

Contre le chômage, soutenir les coopératives ouvrières serait un pas, mais il nous faudrait les moyens d'un soutien réel (les recenser, toutes...). En attendant un emploi et un revenu garanti pour tous, organisons-nous pour réaliser la gratuité la plus large (refus collectif de payer les transports en commun), (de payer l'augmentation des prix... de payer les frais de scolarité en les inscrivant sur notre feuille d'impôts, idem pour l'augmentation des cotisations de sécurité sociale...). Il y a des tas d'autres propositions à trouver ; mais ce ne sont que des moyens pour étendre et renforcer la lutte. Ils devront conduire à une mobilisation d'ensemble qui permette de faire aboutir nos revendications. Cela suppose donc un relais dans les organisations syndicales.

Dans cette campagne, un axe essentiel serait la lutte contre l'état et ses institutions. Il faut lutter non pas « sur la défense des libertés », mais DESIGNER CEUX QUI VEULENT NOUS LES SUPPRIMER et s'octroyer ces libertés. On pourrait utiliser beaucoup de moyens qui sont à disposition (envahir la T.V. pour soutenir telle ou telle lutte, les haut-parleurs dans les gares, occuper les édifices publics, créer des radios libres, faire des affichages de jour et en masse...).

Il faut soutenir clairement tous ceux qui luttent pour détruire les états nationaux (Corses, Basques, Bretons, Occitans, j'en passe et des meilleures, NDLC), leur accorder une plus grande place dans notre réflexion.

Il faut continuer les échanges au niveau européen (DECENTRALISER) avec les organisations qui nous sont proches, afin de coordonner nos actions.

**Il nous faut les moyens d'imposer un programme revendicatif tout en impulsant une dynamique d'organisation autogestionnaire.**

Pour cela un parti autogestionnaire :

1) Un parti décentralisé qui prenne ses militants pour responsables. En dehors de la D.P. et du national, les contacts pourront s'établir entre les fédés qui ont les mêmes types de problèmes (les contacts avec les mouvements régionaux devront être assumés par les fédés concernées).

2) Un parti qui respecte les droits de ses minorités à s'exprimer. Droit qui devrait être reconnu dans la presse du parti, dans le compte rendu des D.P. et B.P. ; on devrait systématiquement donner la parole au(x) courrant(s) majoritaire(s) qu'aux autres.

3) Un parti qui se donne les moyens d'une presse nationale. Le T.S. Mensuel est très intéressant comme formule, le seul ennui, c'est qu'il reste un journal parisien, c'est pourquoi nous proposons de réserver 4 ou 5 pages aux régions, dans lesquelles ils se passe souvent des choses intéressantes, cela permettra aux militants de la vendre plus facilement et T.S. MENSUEL deviendra outil de lutte et de réflexion à partir des problèmes de tout le monde.

Le T.S. Hebdo pourrait davantage nous servir si... au lieu d'éditoriaux pompeux, on y trouvait des fiches pratiques (problèmes de justice, économie...).

4) Un parti qui réalise ses alliances non sur l'opportunité du moment ou sur la base du label autogestionnaire, mais sur la base d'un programme d'action discuté collectivement avec toutes les composantes de gauche, d'extrême gauche, et qui puisse conduire à une pratique commune.

ALAIN et ELISABETH,  
13 - Aix-en-Provence.

## DECLARATION DE LA D.P.F. DU 19 JUIN 1979 FEDERATION DE L'AIN

Après la campagne des européennes, la D.F.P. de l'Ain, réunie le 19 juin, voudrait faire connaître au Bureau Politique, le désarroi et la désapprobation d'un grand nombre de militants de l'Ain.

Sur le fond, la stratégie adoptée à la D.P. élargie du 3 MARS et confirmée fin avril (essai de constitution d'une liste large, sinon appel au vote nul) n'est pas en cause ; ce qui est mis en cause, c'est la manière dont le B.P. a conduit négociations et contacts pendant trois mois.

1) Tout d'abord, le « pétard mouillé » d'une candidature avec René DUMONT, tête de liste, alors qu'aucune solide n'avait été donnée par l'intéressé.

2) L'examen, lors de la D.P. du 28 AVRIL, d'une liste avec... Françoise GIROUD comme tête de liste.

3) Les contacts, de toute dernière heure, avec HALLIER pour la constitution d'une liste de minoritaires, HALLIER dont l'ambiguïté politique et le goût forcené du spectaculaire étaient bien connus...

Les militants de l'Ain ont l'impression que le B.P. s'est laissé entraîner, au gré des événements, de contacts en contacts, comme le naufragé se raccroche à la moindre branche qui passe. Ils estiment que le B.P. a fait preuve, tout à la fois de précipitation, d'opportunisme à courte vue, d'absence de rigueur politique, qui aurait pu déboucher sur une alliance contre nature.

Les difficultés très grandes dans lesquelles le P.S.U. a été placé lors de cette consultation, ne devaient en rien faire disparaître la maîtrise de soi qu'on est en droit d'attendre d'un Bureau Politique.

— Texte approuvé à l'unanimité par les 8 membres de la D.F.P. présents —



## FEDERATION SAVOIE

### Objectifs prioritaires du parti ?

Le P.S.U. ne peut pas choisir entre les luttes dans l'entreprise (qui seules seraient proclamées anticapitalistes) et les luttes extérieures (cadre de vie, écologie, féminisme, etc.). Un tel « choix », caricaturé dans l'alternative « parti vert ou parti rouge ? », ne serait qu'une déclaration d'intentions, un vœu pieux. En fait, la nature du parti dépend de sa composition, et elle varie aussi d'une région à l'autre.

C'est l'originalité du P.S.U. que d'être à la charnière entre les luttes classiques et des luttes de type nouveau, susceptibles de faire basculer de nouvelles couches dans le camp révolutionnaire ; d'être à la charnière aussi entre la gauche et l'extrême-gauche. C'est cette originalité qui peut lui permettre de devenir l'expression politique des forces autogestionnaires.

### Insuffisances du parti par rapport à ces objectifs et par rapport à la situation

Le P.S.U. est trop petit et inefficace. A la crise de la gauche s'ajoute un ras-le-bol-du-militantisme qui touche même les rangs du parti. Pour l'extérieur, les partis, même le nôtre, deviennent des repoussoirs plus que des pôles d'attraction.

● Pour devenir efficace, le P.S.U. doit grandir, et pour grandir, il doit modifier ses structures et son fonctionnement. Pour attirer de nouveaux militants, il doit admettre (et même proposer) un nouveau type de militantisme.

● Il faut diminuer le montant des cotisations. Mieux vaut avoir beaucoup d'adhérents payant peu que peu d'adhérents versant beaucoup chacun.

● Il faut réduire les contraintes :

— tous les militants ne doivent pas se sentir obligés à militer dans tous les secteurs. Les sympathisants qui viennent au P.S.U. parce que leur engagement, syndical ou autre, les a politisés, doivent se sentir bienvenus, mais non pas contraints à un sacerdoce rouge ;

— certaines sections ressentent le besoin de réunions hebdomadaires, d'autres peu-décider de ne pas se réunir à périodes régulières mais plus ou moins souvent en fonction des besoins ;

— l'assistance des militants à une réunion peut aussi être fonction de leur intérêt et de leur utilité par rapport à l'ordre du jour.

Pour remédier à la coupure entre la base et la direction, pour développer la démocratie dans le parti et mettre un terme aux stériles disputes de tendances, il faut que la politique du parti soit vraiment définie à la base, dans les sections et les fédés.

● Que les fédés soient autonomes et gèrent l'essentiel du budget du parti. Qu'ils décident, par exemple, de l'opportunité de présenter ou non un candidat dans telle ou telle circonscription et organisent elles-mêmes le financement de leur campagne électorale. Cela éviterait aussi au P.S.U. de vivre en-dessus de ses moyens.

● Que les tendances restent des courants de pensée. Chacune a quelque chose à apporter au débat, mais que la lutte des tendances cesse d'être une lutte pour le pouvoir à la tête du parti ou pour la préparation d'une nouvelle cission. Nous proposons que les membres de la Direction Nationale soient élus comme représentants des fédés et non plus comme représentants des courants.

La « Direction Nationale » jouerait essentiellement un rôle de coordination entre les fédés.

S'adapter ou disparaître, cela vaut aussi pour le P.S.U.

BROCHIER (SAVOIE)

# IMMIGRÉS

## ALI AU PAYS DES MERVEILLES

### BARRE-BONNET, BARRE-BOULIN on attend la suite...

Le Parlement va avoir à discuter durant la session d'automne de deux projets de loi émanant du gouvernement. Le premier projet Barre-Bonnet a été examiné à deux reprises par l'Assemblée Nationale. Il va passer maintenant au Sénat. Les points les plus discutables en seront rappelés (1). Le deuxième projet, Barre-Boulin, sera discuté pour la première fois, un résumé de l'analyse faite par le GISTI (2) en sera donné ici.

#### LE PROJET BARRE-BONNET

Ce projet est inacceptable parce que raciste. Dans l'exposé des motifs, Barre et Bonnet ne cachent pas leurs sentiments profonds : il s'agit d'augmenter les pouvoirs de coercition vis-à-vis d'une population d'origine non européenne (sic) non assimilable !!!

Parce que **anticonstitutionnelle**, il ajoute de façon unilatérale des conditions au séjour des étrangers en contradiction avec des accords bilatéraux que la

France a signé et qui, en vertu de la Constitution, ont une autorité supérieure à celle des lois.

Il est une atteinte aux **droits de l'homme**. Il multiplie les causes d'expulsion et donne pouvoir à l'administration (à la police) de reconduire à la frontière tout étranger que le ministre de l'Intérieur (la police) aura décidé d'expulser sans que l'expulsé ait eu le temps de prévenir qui que ce soit sans même avoir pu faire ses bagages. C'est livrer l'immigré à l'arbitraire policier

#### LE PROJET BARRE-BOULIN (PROJET STOLERU)

Exposé des motifs. La loi repose sur 3 règles : les cartes de séjour et de travail seront remplacées par un titre unique, le renouvellement des autorisations de travail — et donc de séjour — sera lente compte tenu de l'emploi au niveau départemental, l'autorisation de travail — et donc de séjour — pourra être retirée en cas

de chômage de plus de 6 mois.

Le mécanisme est clair, il s'agit de faire supporter le chômage aux immigrés et de les refouler hors de France.

Pour contre-balancer ces mesures draconiennes, le projet prétend apporter aux travailleurs immigrés une double garantie : renouvellement automatique de leurs titres aux résidents privilégiés, mais ceci existait dans l'ordonnance de 1945 (« renouvelables de plein droit »). Les demandes de renouvellement des autorisations de séjour feront l'objet d'un examen individuel en fonction de la situation familiale mais il n'est nulle part question de la situation familiale dans le texte du projet !

Ce n'est pas là la seule contradiction de ce texte. L'exposé des motifs parle de titre unique, les articles du projet, de cartes de séjour et de cartes de travail ! Dans l'exposé des motifs, la carte d'un an est supprimée, mais des articles de l'ordonnance de 1945 qui la concernent sont maintenus !

Que signifient ces contradictions ? Veut-on berner les parlementaires pour pouvoir ensuite appliquer le texte le plus restrictif ?

#### Analyse des articles

— Article 1 : Il existait 3 types de cartes de travail valables : 1, 3 et 10 ans. Désormais, il n'y en aura qu'une, valable 3 ans. Ceci laisse en suspens le sort des résidents privilégiés. A quel type d'autorisation du travail pourrait prétendre ceux qui obtiendront ce statut après l'entrée en vigueur de la loi ? Le cas des saisonniers n'est pas prévu ! Enfin, cet article est en contradiction avec les conventions internationales passées avec de nombreux pays de l'Afrique. En vertu de celle-ci, leurs ressortissants peuvent librement travailler en France.

— Article 2 : le projet institue deux cas de retrait d'une carte de travail en cours de validité, ce qui n'existait pas auparavant : chômage depuis plus de 6 mois ; licenciement motivé par un retour tardif de

congrés. La dépendance vis-à-vis de l'employeur est augmentée. Les travailleurs n'auront plus aucun recours contre un licenciement abusif. L'administration épargnera un procès à l'employeur en éliminant le travailleur.

— Article 3 : Désormais en cas de difficultés de l'emploi dans un département, la carte ne sera pas renouvelée sans tenir compte ni de la situation familiale, ni de la durée du séjour antérieur. Au niveau pratique, après avoir fixé un quota, l'administration pourra faire le tri des « bons » et des autres !

— Article 4 : « La carte de séjour d'un travailleur est retirée lorsque son autorisation de travail lui a été retirée... Où est passée le titre unique ? Quel est le privilège des résidents privilégiés puisqu'on peut lui retirer la carte de séjour ?

— Article 5 : « La carte de séjour du résident privilégié peut être délivrée à l'étranger qui justifie en France d'une résidence non interrompue d'au moins 20 ans ainsi que du paiement

des impôts... » Il suffisait de 3 ans jusqu'ici et ce n'est pas un droit ! Rares sont les « élus de l'administration ».

— Article 6 : Les cartes de résidents privilégiés délivrées antérieurement sont renouvelables de plein droit, c'était déjà dans l'ordonnance de 1945. En revanche, ce droit est supprimé pour ceux qui accèdent à cette carte après l'entrée en vigueur de cette loi !

#### Conclusion

Les textes soumis au Parlement suppriment toutes garanties de stabilité pour les travailleurs immigrés et les installent dans la précarité permanente à la merci des employeurs de la police ou de l'administration.

PUCE

(1) Des analyses détaillées, des points de vues et les débats à l'Assemblée Nationale ont été publiés dans Le Monde (22, 27-28, 29, 31 mai, 15, 16, 20, 27 juin 1979).

(2) Groupe d'Information et de Soutien des Travailleurs Immigrés, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. 367-04-06. A fait une analyse détaillée du premier texte en juin.

#### FRONT COMMUN, ASSURÉS, MEDECINS

Le 24 avril 1978, pour la première fois dans l'histoire du système de santé, la C.G.T., la F.E.N., d'une part, le Syndicat de la Médecine Générale (S.M.G.), le Syndicat national des médecins de groupe (S.N.M.G.), l'Union confédérale des médecins salariés (ces deux derniers membres de la confédération des syndicats médicaux français : C.S.M.F.) avaient publié en commun une déclaration remettant profondément en cause l'actuel système de santé et ses mécanismes marchands, les quatre premiers notamment, affirmant leur volonté de lutter pour la gratuité des soins, financés à 80 % par le salaire indirect des salariés.

Une nouvelle conférence de presse a eu lieu le 15 octobre 1979 avec les mêmes organisations ; elle était centrée sur le nouveau système conventionnel dont la négociation est déjà en cours et sur les récentes mesures gouvernementales :

- Enveloppe globale, limitant des dépenses en rapport avec la P.I.B.
- Parmi les propositions à retenir : — élargissement du cadre de la négociation conventionnelle à toutes les grandes forces sociales intéressées ; — élargissement de l'objet de la négociation (toutes les formes de médecine non hospitalière) ; — création de nouvelles structures d'exercice avec de nouveaux modes de financement et de rémunération ; — non avance d'argent par les assurés en évitant certains des inconvénients sérieux du tiers-payant, tout en facilitant l'accès aux soins ; — suppression de tous les droits à dépassement (permanent, D.P. ou exceptionnel D.E.) qui ont fait de la convention une convention « passoire » ; — depuis deux ans et demi, ces organisations travaillent en commun au moins une demi-journée par mois. Ce travail continue et il va prendre dès maintenant la forme de larges campagnes pour un nouveau système conventionnel. Il semble acquis qu'y participent des associations ou syndicats du cadre de vie, de malades, de mutualistes qui ont été tenus au courant des travaux des six.

GRANIER

#### SUR LA GREVE DES MEDECINS

La grève des médecins du 23 octobre, lancée par la C.S.M.F., est aussi dangereuse pour le Pouvoir que l'était Tartarin pour les lions des Alpes. En créant les G.I.R. à la veille des élections législatives de 1978, Monier, président de la C.S.M.F., avait clairement montré qu'il était un allié inconditionnel du Pouvoir avec lequel il finira par traiter sur le dos des assurés et des jeunes générations de médecins.

G. G.

#### « AFFICHAGE LIBRE INTERDIT »

C'est l'inscription que la Mairie de Paris a posée depuis plusieurs mois sur ses mâts d'information. La loi contre l'affichage d'opinion qui vient d'être votée par les députés, contre l'avis des sénateurs, étend désormais à tous les panneaux nationaux cette lugubre interdiction.

Le P.S.U. invite les municipalités trop souvent complices de J.C. Decaux, à rompre des relations avec un système qui commercialise l'espace public. Il demande aux écologistes de revenir sur leur déclaration sur l'affichage libre. Il demande aux parlementaires de gauche de faire juger inconstitutionnelle, l'assimilation de l'affichage d'opinion à une publicité commerciale. Le P.S.U. exige que l'argent public serve à l'exercice des droits civiques pour tous et qu'il ne soit pas confisqué par un oligopole de partis, bénéficiaires des restrictions aux libertés d'expression et d'information.

#### LES CROQUEURS DE DIAMANTS

La veille du coup d'Etat qui, par l'intermédiaire d'un avion militaire français a ramené Dacko à Bangui pour remplacer Bokassa, « Le Monde » publiait le témoignage de l'ex-ambassadeur de France en Centre-Afrique (de 1969 à 1971) Albert de Schonen. Celui-ci concluait sur le témoignage ainsi : « Une trop grande familiarité ne peut être recommandée, car elle n'apporte rien et favorise au contraire les coups fourrés. De même devrait-on écarter tout cadeau de valeur, car, dans l'impossibilité de rendre la pareille nous devenons des obligés. Combien ai-je vu de personnalités officielles quitter Bangui avec quelques pépites d'or et quelques diamants offerts par Bokassa ! »

Cet ex-ambassadeur, transformé en oiseau de mauvais augure, annonçait à la fois le coup d'Etat — qui avait lieu le lendemain ! — et la mise en cause du Président de la République et des plus hauts responsables de la politique française en Afrique, que ce soit R. Galley à la Coopération, Journiac, le successeur de Foccart, Bourges l'homme de l'Armée.

Beau doublé que dans le borbier des fourreaux giscardiens — « Boues et diamants » ça ferait un beau thème de film — pourrait bien coûter sa place au Président de la République lui-même, clé de voute de l'édifice impérialiste français.

On peut s'étonner de cette relative fragilité politico-morale du pouvoir, de cette « intimité » entre le haut personnel dirigeant français et les dirigeants les plus impopulaires et les plus sanglants d'Afrique. Bokassa, certes, mais aussi Mobutu — l'homme le plus cor-

#### LE DISPOSITIF FRANÇAIS D'INTERVENTION EN AFRIQUE

##### Etalage de matériels, puissance de feu

Sur le plan militaire, l'intervention française appelée « opération Barracuda » a été confiée, deux mois avant le « coup », au Colonel Degenne, officier d'état major de la 11<sup>e</sup> division parachutiste.

Le dispositif utilisé s'articule ainsi :

— à PARIS : un centre de prévisions et de traitement des « situations de crise » lié à l'Elysée — qui décide — au Quai d'Orsay qui justifie pour l'opinion publique — et au Centre Opérationnel des Armées (C.O.A.) ou Ministère de la Défense qui assure les liaisons avec les moyens militaires français déployés en province et dans le monde.

— en Province : les unités d'interventions extérieures sont ainsi constituées :

9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine basée à Rennes, Vannes et Brest : 8.200 hommes, 1.850 véhicules.

11<sup>e</sup> division parachutiste (répartie entre Pau, Toulouse, Carcassonne, Castres, Bayonne), 14.500 hommes, 2.200 véhicules.

Ces unités sont composées essentiellement d'engagés.

— en Afrique : réunion de base : Ouakam (Sénégal) où stationnent un bataillon d'infanterie de marine, une unité spécialisée dans les transmissions à longue distance, de nombreux avions (Jaguar, Transall, hélicoptère Puma).

Port Boët (Côte d'Ivoire).  
Libreville (Gabon).

En outre l'armée française dispose d'effectifs au Tchad (1.600 hommes) et à Djibouti (4.500 hommes).

C'est à partir des bases de Libreville et de N'Djamena (Tchad) que sont partis les éléments aéroportés chargés d'installer à Bangui le nouveau président et d'y maintenir l'ordre. Ces éléments ont été renforcés par des éléments de la 11<sup>e</sup> D.P. qui participaient, comme par hasard, à des manœuvres franco-zaïroises — Porc Epic — du 16 au 20 septembre.

Ce tout était relié et coordonné au Cotom (Commandement du transport aérien militaire) basé surtout à Orléans et à Evreux (par où a transité Bokassa).

B. P.

rompu du continent ! — mais aussi le sinistre Macias Nguéma de Guinée Equatoriale, mais aussi Abidjo au Cameroun, mais aussi Hassan II, mais aussi, etc..., etc...

Tout cela parce que l'impérialisme français n'a pas su, ou pas voulu, ou pas pu se débarrasser de sa vieille politique colonialiste, style 1900.

La lutte armée du peuple algérien avait obligé la France de De Gaulle en 1960 à octroyer une indépendance formelle aux colonies d'Afrique Noire. Mais cette indépendance ne signifiait qu'un simple transfert de pouvoir à des larbins africains disposés à rester les fidèles vassaux d'un empire dont ont ravalait précipitamment la façade. Les sociétés commerciales de la métropole, héritées des vieilles compagnies coloniales s'africanisent mais restent sous le contrôle de quelques hommes habitant tous à Paris ! Ainsi se perpétue le mécanisme de pillage des ressources agraires et minérales de l'Afrique. Le coton en Centre-Afrique par exemple, est contrôlé par une demi-douzaine de sociétés « mixtes » dans lesquelles la majorité des actionnaires est française et la plus importante de ces sociétés est Agache-Willot...

Mais le pouvoir politique local assure à quelques Africains formés dans le giron français — pour Bokassa c'est l'armée coloniale : « Vive la coloniale, renom de Dieu » répétait-il au moment des toasts — la possibilité de faire chanter leurs protecteurs. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'impérialisme français est vivement menacé par les autres impérialismes, l'américain et l'ouest-allemand, qui disposent de plus de capitaux et d'une techno-

logie plus réputée. En 1973, les Etats-Unis réussissent

à obtenir le contrat d'exploitation de l'uranium en Centre-Afrique. Mais Giscard arrive au pouvoir l'année suivante arrive à reprendre l'affaire par le biais du Commissariat à l'Energie Atomique (C.E.A.) dont Jacques, son cousin, est le directeur.

Le chantage est donc simple : « Si vous n'êtes pas gentil avec moi je vais voir ailleurs ». Mieux, pour mieux s'attacher son suzerain — le Président de la République — dont on attend aide e protection, le vassal, Bokassa, par exemple, lui fait des cadeaux voyants — pardon, impériaux, favorise les intérêts de la famille, Jacques, mais aussi Edmond, François et les autres — lui organise des safaris parties tout à fait particulières... Ainsi s'établissent des liens personnels de dépendance réciproque, de compromissions réciproques...

Tu me tiens, je te tiens...

Ce qui frappe dans la situation actuelle, destinée à des développements très importants, c'est la profondeur de l'engagement personnel et familial du Président de la République.

Sa fortune, bien assise, pourrait lui permettre d'éviter quelques trophées encombrants... De Gaulle avait, en son temps, su éviter ce genre de bricoles doublement coûteuses...

De Gaulle c'était les beaux restes d'un Etat impérial encore intact mais en voie de démolition. Giscard d'Estaing c'est l'envers du décor, peu ragoutant, d'un impérialisme qui n'a pas voulu se refuser les facilités et les tristes plaisirs de la décadence. Tant pis pour lui. Nous ne lui ferons pas de cadeau... Bernard RAVENEL

# CALENDRIER POLITIQUE

## LYON VILLE OUVERTE A LA FOLIE ON VEUT VIVRE

Pour soutenir les saltimbanques et J.-M. Le Bihan dans son procès, Lyon sera, le samedi 27 octobre 1979, ville ouverte à la folie. Que chacun vienne avec son imagination au rendez-vous fixé à 15 h, place Bellecour. Quand la nuit sera tombée, amenez flambeaux, bougies, etc. de quoi illuminer le ciel pour escorter le Général Connerie (marionnette de 4 m de haut) qui sera brûlé à 22 h, place Bellecour. Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser : Magasin 4 Saisons, 11 rue Chavannes, 69001 Lyon, tél. : 28-99-12.

## FETE A BERCY

Pour proposer autre chose qu'une centrale sportive (Le Vel d'Hiv), des associations de quartier (Collectif Bercy) et parisiennes organisent une fête dans les entrepôts de Bercy, le 27 octobre, de 14 à 18h30. Il y aura du rock, de l'accordéon, des mimes, du théâtre, des dégustations de vin, de la bouffe, des expositions, des débats... La fête a lieu dans le grand Bercy, l'entrée étant rue de Dijon. Descendez au métro Bercy et suivez le fléchage.

## COMMISSION AGRICOLE

Elle se réunira le samedi 15 et dimanche 16 décembre en Loire-Atlantique. Pour tout renseignement, tél. : (40) 65-19-90.

## AMES CHARITABLES S'ABSTENIR

C'est le titre du film qui a été réalisé en super 8 sonore, d'une durée de 1 h 40, par des handicapés et Sabine Mamou qui travaille dans le cinéma. Ce film a été fait sans scénario, on a décidé un jour de prendre une caméra, de l'allumer et d'essayer d'exprimer et montrer tout ce qu'on vit et ressent dans une société de normes, de profits, d'exploitation, société qui produit et rejette l'handicapé(e).

Pour tout contact concernant le film, s'adresser à M. Heridel Jean-Luc, 46 bd Montaigne, 95200 Sarcelles (tél. 986-44-56).

## COMMISSION INFORMATIQUE

La prochaine réunion de la commission aura lieu le mercredi 17 octobre à 19 h, 9 rue Borromée, 75015 Paris.

A l'ordre du jour : L'informatique dans la crise économique. Une autre informatique est-elle possible ?

Nota : « L'informatique est une chose trop sérieuse pour qu'on la laisse aux informaticiens ». Aussi la présence de non-spécialistes est vivement souhaitée.

Pour tout contact, écrire « Commission Informatique », 9 rue Borromée, 75015 Paris.

## COMMISSION NATIONALE AGRICOLE

### AVIS

Le secrétariat de la commission assure sa permanence non plus le jeudi mais le lundi de 18h30 à 20 h, 9 rue Borromée, 75015 Paris.

## M.D.P.L.

Du 24 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1979 a lieu à la demande des Nations Unies, une semaine de promotion des objectifs du désarmement.

A Paris, cette semaine se clôt par un meeting à la Mutualité le mardi 30 octobre, à l'initiative du Collectif français des Organisations pour le désarmement.

Le M.D.P.L., membre de ce collectif, participe le plus largement possible à cette information ainsi qu'à l'émission « Tribune libre » sur FR3 durant laquelle le M.D.P.L. présentera ses propositions et ses axes de luttes le jeudi 1<sup>er</sup> novembre de 18 h 55 à 19 h 10.

## INFORMATIQUE

Les militants du P.S.U., ou les sympathisants, qui ont eu des problèmes avec l'informatisation (fichage, gestion des horaires variables, contrôles de sécurité, etc.) ou qui travaillent dans l'informatique peuvent-ils prendre contact avec Claude-Marie Vadrot en écrivant au journal. D'avance, merci.

C.-M. Vadrot

## COLLECTE DES INFORMATIONS

(URBANISME, ENERGIES, SERVICES DIVERS)

Suite aux discussions que nous avons eues au stage F.E.A. des Guions (et à la réunion régionale des élus à Bourg le 29 septembre) un camarade a accepté de prendre en charge la collecte d'informations et adresses sur les expériences faites par des associations, coopératives ou militants proches du parti, en matière

- d'urbanisme,
- d'architecture,
- d'énergies nouvelles ou solaires,
- de bureaux d'études et activités de services diverses (y compris les imprimeries ou ateliers fédéraux) s'il en existe,
- afin de constituer un annuaire pouvant servir tant aux élus qu'aux militants.

Il semble que la nécessité s'en fasse sentir tant pour le parti que pour les camarades engagés dans ce type d'expériences et recherchant des contacts.

Ex. : — COOPERIM (Coopérative ouvrière d'études en réalisations immobilières) animé par des militants de Chambéry (15 place S-Léger, 73000).

— ACADIE (Atelier coopératif pour l'aménagement, la démocratie et l'intervention sur l'espace), 128 boulevard de Lattre de Tassigny, 92150 Suresnes.

— A.C.I. (autogestion pour la communication et l'information), association gestionnaire d'une petite imprimerie (offset) pour la fédération de la Loire : 3 rue Désiré Claude, 42100 Saint-Etienne.

Cette coordination est assurée par Jean-Yves Rivoire, Secrétaire Groupe P.S.U., Hôtel de Ville, 42007 Saint-Etienne Cedex, tél. : (77) 25-11-42 poste 324.

## LE VOYAGE...

### D.C.L. 80

Pour cet hiver... des vacances dans la neige.

Pour cet été... un village de vacances ou périple à l'étranger...

Mais pour toute l'année une équipe qui prend l'asso-

ciation en mains ! Des copains ont relancé... mais du sang neuf est le bienvenu. Les candidatures au Conseil d'administration sont à adresser à : DECOUVERTE ET CULTURE LOISIRS, ISABELLE, 9 RUE BORROMÉE, 75015 PARIS.

## COMMISSION IMMIGRES REGION PARISIENNE

Réunion mardi 23 octobre à 19 heures, rue Borromée. Loi Stoléro ; bilan Sonacotra ; les DOM-TOM.

## PHILO - NANTES

Le 20 octobre à 14 heures, salle Neptune à Nantes : Journée Philo pour le soutien aux maîtres auxiliaires sanctionnés pour faits de grève, avec :

- le G.R.E.P.H.,
- le Secrétariat national permanent des états généraux de la philosophie,
- et le Doctrinal de Sapience.

## CONFERENCE NATIONALE ELUS

La conférence régionale des élus P.S.U. et autogestionnaires du Nord-Ouest de la France se tiendra à Louviers le dimanche 4 novembre 1979. Présence de René Schulbaum.

## SEVRAN

La section P.S.U. de Sevrans (93) organise 9 heures de débats, rencontres, spectacles, le dimanche 28 octobre de 15 heures à 24 heures à la Salle des Fêtes, avenue Gabriel-Péri.

### Programme des festivités :

- 15 heures. Film « La voix de son maître » : 15 patrons de grandes entreprises (Oréal, Boussac, IBM) parlent du pouvoir, des grèves, de l'autogestion...

- 16 heures. Débat : l'autogestion, c'est quoi ? Avec Michel Mousel et des militants d'entreprises (Oréal, Boussac, IBM).

- 17 h 30 : folk avec Castelhemis.

- 19 h 15 : jazz antillais avec le trio Fred Ravelas.

- 20 h. Débat : Amérique Latine avec des réfugiés politiques chiliens et uruguayens.

- 21 h. Michèle Bernard. Et en tableau de fond une

exposition d'artisanat chilien, une exposition-vente de solidarité avec les Lip, la librairie et un buffet.

Les billets d'entrée (20 F) peuvent être retirés : 9, rue Borromée, 75015 Paris ; ou encore à la librairie Le Temps de Lire : 65, avenue de la République à Aubervilliers.

Pour tout renseignement : tél. 352-36-00.

## « L'ETAT ET LES LIBERTES »

● Samedi 27 et dimanche 28 octobre : Un colloque organisé par le P.S.U. et « Critique Socialiste » se tiendra les 27 et 28 octobre, au Centre International Protestant, 8, rue du Parc Montsouris, 75014 Paris. Projets de débats : dégradation de l'état de droit dans les démocraties occidentales, extension des pouvoirs de l'Etat, l'espace judiciaire européen, les pays du « socialisme réellement existant », le Tiers-Monde et l'Islam, le droit à la différence, les nouvelles luttes...

## CONFERENCE REGIONALE DES ELUS AUTOGESTIONNAIRES

● Le 20 octobre à Nîmes : réunion régionale du Sud-Est des Elus autogestionnaires (Languedoc, Roussillon, Provence, Côte-d'Azur, Midi) ; thème : quel rôle, quelle pratique des élus autogestionnaires.

Au centre, Pablo Neruda. Présence de René Schulbaum du Secrétariat National.

## NOUVELLE PRESSE

L'Insurgé du Crassier, journal de l'U.I.S.-C.F.D.T. de Longwy est sorti. Il ne faut pas le rater ! Commande et vente à Syros : 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Au sommaire notamment : Sidérurgie et immigration.

## LE SUD TOUJOURS...

Rencontre des élus autogestionnaires du Sud. A Nîmes le 20 octobre. Centre Culturel Pablo Neruda à partir de 10 h

## CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE PROGRAMME 1979-1980 Cinquième année

Le Centre Populaire de Formation Socialiste reprend ses activités. Ouvert aux travailleurs, aux étudiants, aux intellectuels, aux militants syndicalistes et politiques, il se propose de poursuivre la formation et les débats qu'il a engagés il y a quatre ans sur les principaux thèmes de la réflexion marxiste autogestionnaire d'aujourd'hui. Deux cycles sont proposés cette année. Les séances auront lieu le mardi, de 20 heures à 22 heures (au F.I.A.P., rue Cabanis, Paris 13<sup>e</sup>).

- Premier cycle : crises des sociétés de l'Ouest et de l'Est.
- Mardi 6 novembre : crise des structures (par M. Mousel).
- Mardi 13 novembre : crise des valeurs (par Henri Le-feuvre).
- Mardi 20 novembre : crise de la social-démocratie (par Victor Fay)
- Mardi 27 novembre : crise du mouvement communiste (par Serge Depaquit)
- Mardi 4 décembre : bilan du stalinisme (par Christian Berger)
- Mardi 18 décembre : les tentatives de l'Euro-Communisme (par Christine Bucu-Gluksman)
- Deuxième cycle : la perspective autogestionnaire.
- Mardi 8 janvier : fondements de l'idée d'autogestion.
- Mardi 15 janvier : autogestion et expérimentation sociale.
- Mardi 22 janvier : autogestion et mouvements sociaux.
- Mardi 29 janvier : autogestion et planification.
- Mardi 5 février : autogestion et démocratie.
- Mardi 12 février : autogestion et socialisme.

Le nom des animateurs des séances du deuxième cycle seront publiés très prochainement.

Inscrivez-vous en renvoyant le bulletin ci-dessous à : Centre Populaire de Formation Socialiste, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

S'inscrit au premier cycle

au deuxième cycle

aux deux cycles

Règlement joint : 1 cycle : 60 F

2 cycles : 100 F

Chèque bancaire

C.C.P.

A l'ordre de C.P.F.S., C.C.P. 15 307 - 39 C Paris.

## PLANNING

Journée sur l'avortement à la Mutualité, 20 octobre 1979, 16 h - 23 h. Le droit des femmes à l'avortement. Bilan et propositions du M.F.P.F. Venez toutes-tous à la mutualité. Métro Maubert.

## 3 ANS BIENTOT

Deux élu(e)s autogestionnaires à la sauce P.S.U. racontent leurs aventures au Conseil municipal de Massy

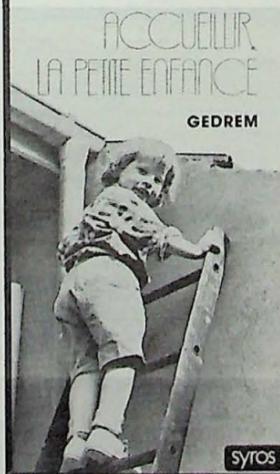
Comment des municipalités P.S.U. et écologistes, élues en 1977, permettent un contrôle populaire ? Exemples — nombreux — à l'appui...

## Communes de France

Une enquête sur une façon nouvelle de vivre la démocratie locale (...). Des équipes essayent de rendre le pouvoir aux citoyens. Au-delà d'un immobilisme de gauche.

## Témoignage chrétien

## Editions SYROS



Le livre ne se contente pas d'un constat de carence. Il propose des exemples d'une « autre démarche » inspirée par les apports du mouvement de mai 1968 et de la réflexion internationale sur la petite enfance.

### Le monde de l'éducation

Il veut donner aux enfants la possibilité de s'épanouir, d'avoir des expériences plus riches, et favoriser aussi l'évolution des éducateurs.

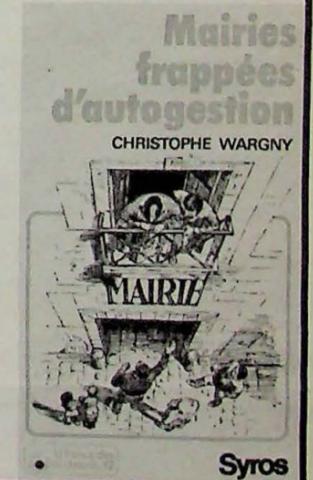
### Parents

Ce livre est à la fois un outil pour l'information et l'action.

Syndicalisme universitaire

Un produit miracle qui redonne la parole aux bégues. Wargny s'est balladé dans toute la France et s'est attardé dans les bleds où les autogestionnaires avaient réussi à mettre un doigt dans l'engrenage communal (...). Son essai raconte cette quête qui va de Vaudoncourt, dans le Doubs (650 habitants) à La Roche-sur-Yon (50 000 habitants). Les problèmes n'y sont pas identiques, bien entendu, et tout l'intérêt du livre est là : à chaque fois, Wargny a étudié sur le terrain de l'autogestion en marche.

La gueule ouverte



EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS. C.C.P. 19.706.28

## tribune hebdo socialiste

### HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg

Secrétariat : Marie Relandeau

Maquette et collaboration technique : Régis Cogrnanne

Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directeur de la publication : Victor Leduc

Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Composition, photogravure, impression :

S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :

Joindre la bande d'un des derniers envois

et 3 F en timbres poste.

## bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M.  Mme  Mlle

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Profession .....

Code postal ..... Ville .....

S'abonne pour 1 an  6 mois  (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire  postal  (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

## XX<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU P.S.U.

La commission XX<sup>e</sup> anniversaire attend toutes vos idées et initiatives. Dans le cadre de la préparation nous recherchons tout ce qui peut contribuer à un dossier historique. Bien sûr tout matériel prêt sera restitué à son propriétaire.

- photos (noir-blanc, couleur)
- diapositives
- interviews
- affiches
- tracts
- anecdotes ou histoires...

Nous attendons de vos nouvelles, pour tout contact : Gilles Marsauche, Commission 20<sup>e</sup> Anniversaire, 9 rue Borromée, 75015 Paris.